

**Notice** : Extraits de *la Correspondance Internationale*, 1927, n°109, pp. 1538-1542, n°110, pp. 1556-1559, n°111, pp. 1579-1580, n°113, pp. 1626-1629.

WH 1372 R, 1499 D

## **Dix années de révolution prolétarienne victorieuse**

Rapport de N. BOUKHARINE au 7<sup>e</sup> Congrès des syndicats du gouvernement de  
Moscou, le 12 octobre 1927

### I. — La révolution mondiale et l'U.S.

Camarades, je crois que l'on comprend très bien, non seulement en dehors de nos ennemis, mais aussi dans le camp de nos ennemis que le dixième jubilé de la Révolution d'Octobre est un événement d'importance historique mondiale.

Nos ennemis regarderont avec plus d'espoir encore vers l'Union des Républiques socialistes, vers la dictature d'airain de la classe ouvrière qui mène, depuis dix ans dans l'ancienne Russie impériale, une lutte victorieuse pour le socialisme.

Nos ennemis, quels qu'ils soient — représentants directs de l'impérialisme, chefs et fonctionnaires des Internationales réformistes, du camp social-traître, représentants de la grande bourgeoisie ou de la grande propriété terrienne, de l'état-major impérialiste militariste, ou de la clique petite-bourgeoise fasciste qui suit la grande bourgeoisie — chacun de nos adversaires dans n'importe, quel pays appartenant à n'importe quelle nationalité ou n'importe quelle race sera contraint de reconnaître le caractère grandiose et l'importance énorme du fait historique que la classe ouvrière se trouve depuis dix ans au pouvoir.

L'histoire des révolutions a connu des dictatures. Elle a connu la dictature de la bourgeoisie anglaise, la dictature de Cromwell en Angleterre, elle a connu la dictature des Jacobins, des gauches petites bourgeoises pendant la grande révolution française, elle a vu, plusieurs mois durant la Commune parisienne, elle connaît maintenant la décade de la dictature prolétarienne dans la Russie autrefois tsariste.

Les dictatures précédentes des différentes couches de la bourgeoisie ont une importance de principe différente de la dictature du prolétariat, car la révolution bourgeoise elle-même a une autre importance de principes que la révolution socialiste. Aussi notre Révolution d'Octobre sera-t-elle au tournant des époques historiques mondiales de l'humanité parce qu'elle a renversé et mis sur la pointe l'ancienne tyrannie des classes sociales et qu'elle a fait ainsi parvenir au pouvoir le prolétariat, c'est-à-dire la classe la plus opprimée, la plus exploitée et par conséquent d'esprit révolutionnaire le plus conséquent que l'histoire de l'humanité ait jamais

connu.

Maintenant que nous approchons de ce jubilé si considérable dans l'histoire de l'humanité, il est tout à fait compréhensible que parmi les travailleurs du monde entier et dans notre parti, règne un certain besoin, le désir d'examiner à la lumière de l'expérience historique recueillie par nous les conquêtes faites par la classe ouvrière et la paysannerie laborieuse dans le processus de développement de la Révolution d'Octobre. Plus que cela, en liaison avec la situation difficile, et l'époque de difficultés particulières et d'un caractère spécifique nouveau dans laquelle entre l'Union des Républiques socialistes, et étant données les hésitations partielles qu'on peut constater dans quelques couches de la classe ouvrière qui sont loin d'être insignifiantes et même dans quelques fractions de notre parti encore moins insignifiantes, voilà que se posent aussi les questions de principe de notre révolution.

A quel point en sommes-nous parvenus, *de façon générale* ? Où allons-nous de *façon générale* ? Le drapeau sous lequel nous marchons est-il aussi clair, aussi rouge qu'il l'était il y a dix ans lorsqu'il flottait parmi la poudre des combats d'octobre, où ne s'est-il pas modifié ? N'a-t-il pas pâli peut-être en quelque endroit ? Le pouvoir de l'Etat fondé dans les journées d'Octobre de la grande année 1917, forme-t-il comme autrefois la dictature d'airain d'une cohorte prolétarienne, ou bien ce pouvoir d'Etat ne s'est-il pas transformé en quelque chose d'autre, par suite de petits processus, moléculaires, insignifiants, imperceptibles ? A-t-il subi une modification de sa base sociale ? A-t-il cessé ou cesse-t-il d'être la dictature du prolétariat révolutionnaire ?

Notre économie se renforce-t-elle en devenant toujours davantage socialiste ? ou inversement des processus internes de dégénérescence n'ont-ils pas fait que notre économie même dans son secteur étatique a cessé d'être une arme de la dictature victorieuse et de se transformer toujours davantage en quelque chose qui est sous l'influence d'anciens ouvriers qui ont cessé d'être des membres des classes révolutionnaires et qui sont liés par beaucoup de fils aux nouvelles classes bourgeoises, à la nouvelle bureaucratie et qui sont éloignés comme le ciel de la terre, des peines et des soucis de la classe qui a dressé en Octobre, le drapeau de son pouvoir ?

A toutes ces questions, il faut maintenant donner une réponse. Toutes ces questions exigent maintenant leur solution. Et moins parce que la masse principale de la classe ouvrière et son avant-garde, le parti communiste doivent être convaincus, mais pour une autre raison, parce que les nouvelles couches de la classe ouvrière, les nouvelles générations du prolétariat, les nouvelles générations de la

paysannerie laborieuse, doivent être renseignées, elles qui n'ont pas connu et qui n'ont pas vu l'ancien régime, qui ont grandi sur de nouvelles bases et auxquelles la différence profonde entre la période d'avant-guerre et celle d'après-guerre est moins compréhensible qu'aux représentants de l'ancienne génération d'ouvriers et de paysans laborieux.

Aussi, camarades, je commencerai en premier lieu par un thème qui a été discuté à maintes reprises dans ces derniers temps, aussi bien dans notre presse que dans notre littérature et dans nos assemblées publiques du parti et des Soviets. Le X<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution d'Octobre nous rappelle que celle-ci fut un enfant de la guerre mondiale et que le drapeau sous lequel notre prolétariat a combattu dans les journées d'Octobre fut le drapeau de la révolution internationale. La première question qu'il faut poser à l'occasion du Xe anniversaire de la révolution est donc la suivante : Le parti communiste était-il en droit de miser sur la carte de la révolution mondiale ? L'avant-garde de notre prolétariat était-elle en droit de défendre, après la Révolution de Février, avec la plus grande énergie, avec la plus grande résolution, la plus grande force et le plus grand héroïsme le drapeau de la révolution mondiale? En misant sur la révolution mondiale, a-t-elle subi l'épreuve de l'histoire?

Camarades, nous savons très bien que nos adversaires qui travaillent au sein de la classe ouvrière répondent à cette question par une négation brutale. Lorsqu'on considère la social-démocratie internationale, on voit qu'elle a formulé par la bouche de ses représentants les plus éminents ce point de vue que les révolutions d'après-guerre et, en premier lieu, la Révolution d'Octobre en 1917 en Russie, sont le produit particulier de la décadence et de la décomposition de la société capitaliste par suite de la guerre, par conséquent un produit spécifique de la guerre et dans une grande mesure, un produit qu'il faut avant tout caractériser comme d'origine plus ou moins russo-asiatique.

Notre révolution n'a pas été appréciée par ces idéologues de la II<sup>e</sup> Internationale comme une révolution prolétarienne mais comme une révolution de soldats déserteurs, comme une révolution de soldats et de paysans. D'après cette appréciation, le prolétariat est entré dans cette révolution uniquement à cause de l'intérêt qu'il avait à la liquidation de la guerre, mais pas du tout en tant que classe qui réalise et peut réaliser la révolution sociale, la révolution socialiste, qui n'est pas le résultat d'une pourriture, d'une décomposition et d'une déchéance amenées par la guerre, mais l'accomplissement de caractère évolutionniste du capitalisme qui se développe puissamment et qui engendre, précisément sur la base de son

épanouissement, ses propres « fossoyeurs ».

Mais la guerre est terminée et le capitalisme, ainsi que le croient les social-réformistes, s'est développé d'une façon inouïe. Non seulement il ne périt pas, mais il marche de l'avant à pas de géant et il crée de nouvelles organisations. Il surgit de nouvelles organisations internationales du genre de la Société des Nations, un nouveau cycle énorme commence un nouvel épanouissement formidable de la société capitaliste. L'appel bruyant des bolchéviks à la révolution mondiale s'est avéré comme une utopie puérile. Telles sont les principales considérations du social-réformisme international et de ses partisans purement bourgeois dans le genre des Smiénovie-khovtzi (émigrants bourgeois ou ancien émigrants qui ont reconnu le pouvoir soviétique pour des raisons nationales et qui se sont déclarés prêts à collaborer. — *La Réd.*) et du type d'Oustrialov. Dans un de ses derniers articles, Oustrialov dit :

« Le tourbillon de la tempête russe s'est assoupi à la frontière russe et comme l'espoir en la révolution mondiale a fait naufrage, commence sans aucun doute dans notre pays le processus de la restauration d'un puissant Etat bourgeois, quel que soit d'ailleurs le nom que veulent lui donner les idéologues du mouvement communiste qui le décoreront de tous leurs vieux fatras idéologiques afin de calmer leur conscience ».

Il faut le dire : Même dans notre propre milieu, il arrive que des camarades, dans la discussion de la révolution mondiale, posent la question, suivante : *Quand sera-t-elle ? Quand viendra-t-elle ? Quand ce jour aura-t-il lieu ?* Il me semble qu'une telle façon de poser la question, bien que n'ayant rien de choquant en soi, n'en est pas moins inexacte. Il me semble que c'est autre chose qui est juste. Il me semble qu'il est juste de dire que notre parti bolchevik eut tout à fait raison de construire sur la révolution mondiale, car la révolution mondiale ce n'est pas quelque chose qui sera mais c'est quelque chose qui a lieu. Ce n'est pas quelque chose qui est seulement pressenti et attendu, mais quelque chose qui existe, ce n'est pas quelque chose qui se produira à une époque inconnue, mais quelque chose qui arrive déjà réellement. Camarades, je me permets de vous rappeler surtout quelques faits qui sont caractéristiques pour la période écoulée, pour la décennie écoulée. Voici la simple énumération de quelques faits :

Février 1917, la révolution bourgeoise démocratique en Russie ; octobre 1917, la révolution prolétarienne en Russie; de juin à mars 1918, la révolution ouvrière en Finlande ; novembre 1918, la révolution en Allemagne et en Autriche; mars 1919, la

révolution en Hongrie; avril 1919, le pouvoir soviétique en Bavière; janvier 1920, la révolution en Turquie; septembre 1920, la révolution en Italie et la prise des usines et des ateliers par les ouvriers; mars 1921, ce qu'on a appelé le putsch de mars en Allemagne; septembre 1923, le soulèvement en Bulgarie ; automne 1923, le soulèvement insurrectionnel du prolétariat allemand ; septembre 1924, le soulèvement en **Esthonie**; avril 1925, le soulèvement au Maroc; août 1925, le soulèvement en Syrie; mai 1926, la grève générale en Grande-Bretagne; 1927, le soulèvement à Vienne; et enfin la révolution chinoise, qui dure depuis des années et qui entre maintenant dans une phase tout à fait aiguë.

Par cette simple énumération qui commence en 1917 et se termine par l'insurrection de Vienne en 1927 et la révolution chinoise, on voit que la révolution mondiale se poursuit. Il n'y a pas de victoire de la révolution mondiale dans la mesure où il n'y a pas de victoire simultanée de la classe ouvrière imposant sa dictature dans toute une série d'Etats.

C'est la vérité. Mais qui vous a dit et qui nous a dit que la révolution mondiale de la classe ouvrière devrait se poursuivre ainsi ? Il est tout à fait exact qu'à l'heure actuelle les soulèvements immédiats ont lieu dans les Etats coloniaux mais que les révolutions coloniales, sans être des révolutions prolétariennes, n'en sont pas moins une partie intégrante du processus de la révolution internationale. Comment peut-on dire alors qu'il n'y a pas de révolution mondiale, là où il y a une révolution socialiste victorieuse en Union Soviétique et une révolution chinoise qui sont des parties constitutives de la révolution mondiale ? Poser ainsi la question qu'il n'y a pas de révolution mondiale, que celle-ci n'aura lieu que lorsque toutes ces différentes parties constitutives seront réunies, cela on ne peut pas le faire.

Ce qui est faux dans cette façon de poser la question, c'est que les camarades qui font des réflexions de ce genre se représentent de façon fautive la révolution mondiale. Il y a un grand nombre de gens (et parmi eux plusieurs membres de notre parti) qui se représentent la révolution mondiale comme un acte, dans une certaine mesure, simultané qui s'accomplit tout d'un coup et un beau jour dans une série de pays capitalistes.

Il faut ajouter sur ce point que c'est à peu près impossible et qu'on n'a pas le droit de se représenter ainsi le cours de la révolution mondiale. Lénine, déjà pendant la guerre, avant que nous en soyons arrivés, en février 1917, à un processus révolutionnaire actif, affirmait la chose suivante : Il faut que nous comprenions tous que la révolution mondiale renversant le capitalisme est avant tout un processus

historique lent, que nous sommes à la veille de l'*époque* de la révolution mondiale qui se composera de toute une série de révolutions du prolétariat, de soulèvement coloniaux, de guerres coloniales, d'une combinaison de tous les facteurs qui désagrégeront le capitalisme. La révolution mondiale est une *époque* de révolutions, c'est un *processus* de longue durée.

Maintenant que dix années se sont écoulées depuis que la classe ouvrière de notre pays a saisi le pouvoir, nous avons la possibilité et le loisir de jeter les yeux en arrière sur notre propre développement historique et de le comparer avec ce que le monde a vécu à l'époque des révolutions bourgeoises — dans la mesure où ces deux époques historiques sont comparables — et de tirer une analogie dans la mesure où on peut tirer une telle analogie, et de les comparer avec ce qui fut, à un autre tournant historique, lorsque l'humanité passa par-dessus les révolutions bourgeoises du féodalisme au capitalisme.

Lorsque nous considérons les révolutions bourgeoises, nous voyons qu'au XVII<sup>e</sup> siècle il y eut une révolution bourgeoise en Angleterre, au XVIII<sup>e</sup> siècle, il y eut une révolution bourgeoise en France, qu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, nous avons toute une série de révolutions bourgeoises sur le continent européen, et qu'au XX<sup>e</sup> siècle, nous avons une révolution bourgeoise en Russie. Comme on le voit, le grand processus du passage révolutionnaire de la société humaine, de la domination du féodalisme à la domination du capitalisme dans les différents continents et régions du monde, exigea un nombre considérable de *siècles*.

Il est évident qu'il en sera tout autrement de la révolution mondiale socialiste ou, pour parler plus exactement, qu'il y aura une différence considérable, parce qu'actuellement, la liaison entre les différents pays est plus étroite, plus profonde et plus large qu'il y a quelques siècles. Aussi, *la classe ouvrière accomplira-t-elle sa révolution sur le globe terrestre tout entier dans un délai infiniment plus rapide que n'a pu le faire la bourgeoisie*. Cependant, il faut que nous tirions la conclusion de cette comparaison historique avec les grandes corrections nécessaires, à savoir que le processus de la révolution socialiste est un processus tout à fait *lent*.

La révolution mondiale n'est pas seulement un processus *lent* mais un processus *différencié*, parce qu'elle contient différentes parties -consécutives : le soulèvement de la classe ouvrière contre la bourgeoisie dans les pays avancés, le soulèvement de la classe ouvrière suivie d'énormes couches paysannes dans les pays arriérés comme chez nous, guerre de libération nationale, soulèvement de nombreux pays coloniaux et semi-coloniaux, et même de ceux qui ne possèdent même pas de

couches prolétariennes considérables, etc. Lénine a écrit un article sous le titre : « *A propos d'une caricature du marxisme et de « l'économisme » impérialiste* » :

« La révolution sociale ne peut s'accomplir autrement que sous la forme d'une époque qui réunit la guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie dans les pays avancés avec *toute une série* de mouvements de libération démocratiques et révolutionnaires, parfois aussi nationaux parmi les nations non développées, arriérées et opprimées. Pourquoi ? Parce que le capitalisme *se développe d'une façon irrégulière* ».

En liaison étroite avec ces deux caractères, il y en a aussi un troisième. C'est le fait que la révolution mondiale est un processus dont les différentes parties s'accomplissent *à des époques différentes*. La révolution prolétarienne, par exemple, s'est accomplie chez nous en 1917, la révolution allemande en 1918, le soulèvement en Indonésie en 1926 et le soulèvement en **Esthonie** en 1924. Ce sont autant de parties d'un même processus qui se déroulent d'une façon générale à des époques différentes, bien qu'elles coïncident sous certaines conditions et qu'elles puissent suivre un cours simultané. Ce sont autant de parties, autant de fragments de la révolution mondiale qui n'est pas composée d'un seul acte et dont les différents moments *ne se développent que lentement, irrégulièrement, à des époques différentes*.

Examinant encore une fois l'analogie, nous pourrions souligner tout à fait cette circonstance que le pays le plus révolutionnaire dans la période des révolutions bourgeoises a été presque aussi exposé que notre pays, dans la période de la révolution socialiste commençante, aux attaques de toutes les autres grandes puissances qui s'étaient réunies contre lui. La seule différence, ici, c'est qu'à la tête des Etats féodaux, marchant contre la France révolutionnaire bourgeoise, il n'y avait qu'un Etat, à savoir l'Angleterre, qui voyait dans la France un concurrent (cette même Angleterre qui marche actuellement à la tête d'une coalition contre nous). La lutte de ces Etats féodaux, à la tête desquels se trouvait alors l'Angleterre contre l'Etat révolutionnaire, la France, cette lutte armée, sous la forme de guerre a duré (à part quelques petites interruptions) vingt-deux ans.

Il faut se rappeler que la guerre de l'Angleterre contre la République française qui commença en 1793 dura jusqu'en 1816, et que l'Angleterre réussit presque quatre fois à faire le « front unique » des Etats contre la France révolutionnaire. Pour la première fois, en 1798, l'Angleterre réunit une coalition (Autriche, Turquie, Russie, Royaume de Naples), la troisième fois, en 1803, avec une coalition réunissant la

Russie, l'Autriche et la Suède; en 1813, nouvelle coalition avec l'Angleterre, la Russie et la Prusse, coalition qui amena au bout de quelque temps la défaite de l'armée napoléonienne entraînant ensuite des modifications correspondantes dans la structure étatique de la France.

J'ai montré ces exemples historiques pour faciliter la compréhension des conditions extraordinairement difficiles dans lesquelles a surgi le nouvel ordre social afin de donner une idée des perspectives historiques formidables de la révolution mondiale. Sans aucun doute se produira tôt ou tard une grande guerre des puissances impérialistes contre nous ou contre une coalition d'Etats prolétariens, et il n'y aura pas de calme avant que la classe ouvrière soit parvenue au pouvoir dans le monde entier.

Parmi les éléments de la lutte pour la révolution mondiale qui ont été énumérés dans la citation de Lénine rappelée par moi plus haut, il faut compter aussi la guerre des pays socialistes qui sont exposés à l'agression des Etats impérialistes. C'est une partie constitutive aussi du grand processus de la nouvelle répartition du monde. Malgré toute la désagrégation et toute la diversité des processus de la révolution mondiale socialiste, celle-ci est pourtant un *processus unique*, car elle constitue la crise de la société capitaliste, sa désagrégation et le partage révolutionnaire du monde. De ce point de vue aussi, nous parlons d'une révolution mondiale socialiste.

Si je me suis arrêté sur cette question si longtemps, c'est que l'erreur dans la façon de poser la question de la révolution mondiale a une importance pratique immense qui a sa répercussion sur la confiance, la volonté et la façon de penser des différentes parties de la classe ouvrière et d'une certaine fraction de notre pays. Il existe une façon de voir qui aboutit à dire qu'en 1917, nous avons parlé énormément de la révolution mondiale, que nous avons bâti sur elle avec la plus grande assurance, alors qu'elle est maintenant disparue de la surface du globe, qu'elle n'existe plus et que personne ne sait quand elle reviendra. Nous aurions dit que le capitalisme est entré dans un cycle de convulsions générales, que la « transformation » communiste attendue de la société s'est soudain éloignée à une telle distance qu'on ne voit plus du tout où elle est passée et par quoi nous pourrions la remplacer.

Il est compréhensible que si nous donnons à cette question une autre réponse, à savoir que la transformation du monde capitaliste n'est pas un fait attendu, mais un fait qui s'accomplit déjà dans le présent, que la révolution mondiale sans doute n'a pas encore remporté de victoire décisive, mais qu'elle est, qu'elle se développe, lorsqu'on entend cette réponse, il est évident qu'il s'en dégage une autre attitude,

une autre confiance, une autre tension de la volonté, d'autres sentiments de lutte, une autre confiance de la classe ouvrière et des troupes qui sont sous le drapeau communiste.

Lorsque nous posons la question : Qu'est-ce que nous voyons actuellement ? Quelle est dans ses traits principaux la situation de la révolution mondiale, quelle est la situation du capitalisme aujourd'hui, la réponse est que la crise *de l'impérialisme mondial se développe à l'heure actuelle autrement qu'il y a quelques années*. Autrefois, les forces qui détruisent ce dernier étaient concentrées dans l'Europe occidentale. Maintenant, il existe en Europe occidentale une certaine stabilisation du capitalisme qui est caractérisée par un certain affermissement de la *base technique* du capitalisme. L'Allemagne, par exemple, établit des chiffres qui constituent un record sous le rapport technique, et il serait stupide de le nier.

Aussi bien dans les industries électrochimiques et dans l'industrie métallurgique que dans les mines, l'Allemagne a établi des chiffres records en comparaison de son passé économique ; en ce qui concerne l'emploi de nouveaux moteurs et en ce qui concerne la rationalisation, il en est de même, ce sont autant de faits incontestables.

Si d'un côté le capitalisme s'élève de quelques degrés sur cette ligne dans l'Europe capitaliste, la crise capitaliste qui résulte de la guerre mondiale et qui est liée à elle se manifeste principalement sous d'autres formes.

La révolution chinoise, avec son élan formidable, avec les masses colossales qu'elle soulève, avec son poids spécifique énorme n'est autre chose que l'expression du système capitaliste — « mais prise par un autre bout ». L'approfondissement de la révolution en Chine est un fait documentaire de la crise capitaliste. Le développement efficace du socialisme (dont je parlerai encore plus tard) est également une manifestation de la crise du capitalisme mondial, car le capitalisme ne pourra jamais plus atteindre son épanouissement d'avant-guerre, déjà pour la raison que l'Union Soviétique existe et qu'elle est comme un coin enfoncé dans l'organisme de l'économie mondiale bourgeoise.

C'est pourquoi la crise du capitalisme apparaît d'une part à la périphérie coloniale, en particulier à la périphérie de l'Asie orientale ; d'autre part, *l'édification du socialisme dans l'Union Soviétique* est un fait révolutionnaire d'une importance tout à fait profonde. Enfin, cette crise de la société capitaliste se manifeste *dans les antagonismes, particulièrement aigus au sein du capitalisme qui se stabilise* car la stabilisation du capitalisme en Europe occidentale se produit dans le cadre d'une aggravation des difficultés qui sont **résultées** de la guerre, la stabilisation s'accomplit

sous la pression de la bourgeoisie sur la classe ouvrière, au cours du grand chômage permanent et de l'accentuation des antagonismes de classe.

Camarades, vous savez très bien qu'il s'accomplit, à l'époque actuelle, dans la classe ouvrière de l'Europe occidentale, un processus de radicalisation tout à fait indiscutable qui forme dans un certain sens une réaction contre l'agression du capital. Un exemple caractéristique à ce sujet, c'est la réaction provoquée par l'exécution inhumaine de Sacco et de Vanzetti, qui s'exprima à Paris par de grandes manifestations, par des combats de rues, pendant la manifestation, à l'occasion de la réception des légionnaires à Paris. C'est sur la même ligne que se meut la radicalisation importante de la classe ouvrière allemande qui s'est exprimée dans les dernières élections municipales, ainsi que le soulèvement des ouvriers à Vienne qui éclata contre la volonté des chefs du parti social-démocrate auquel appartient la majorité des ouvriers insurgés. Tout ceci témoigne de la croissance des sentiments révolutionnaires de la classe ouvrière dans la situation des antagonismes croissants de la stabilisation capitaliste.

S'il y a maintenant parmi nous quelques camarades qui appellent les processus les plus importants dans le mouvement ouvrier, des processus d'un ratatinement du mouvement révolutionnaire et d'un développement des forces de la bourgeoisie, ceci est une position pessimiste qui ne répond pas du tout à la réalité, car actuellement il a commencé de façon tout à fait manifeste un processus de développement du mouvement ouvrier, le processus d'une riposte accentuée à l'agression capitaliste, qui est la conséquence des antagonismes internes de la stabilisation capitaliste. Enfin, ce qui active l'état critique de tout le régime capitaliste, c'est le désordre croissant dans les relations mutuelles des Etats impérialistes, ainsi que l'antagonisme énorme et l'aggravation des oppositions entre les Etats impérialistes et l'U. S.

Si nous nous demandons maintenant, dix ans après la prise du pouvoir par la classe ouvrière, ce que nous avons obtenu dans le domaine du mouvement révolutionnaire international, si nous nous demandons quel bilan il faut que nous tirions sur ce point, pouvons-nous affirmer qu'on peut constater ici une aggravation de ce bilan du point de vue de la révolution et une amélioration du point de vue de la réaction ? En aucune façon. Qu'on regarde seulement ce que Lénine disait, dans la *Lettre aux camarades*, qui fut écrite avant la Révolution d'Octobre, alors que, pour prouver que la révolution mondiale est en route et qu'il faut la protéger, il ne pouvait montrer que le soulèvement des matelots allemands et l'existence de Karl Liebknecht. Déjà maintenant la révolution chinoise est un facteur d'importance de

premier ordre. Et nous, nous sommes solidement affermis, nous avons une Internationale communiste avec des partis de masses et nous avons partout des partisans.

Pouvons-nous comparer cela avec ce que nous avons en 1917 ? Il n'y a vraiment pas raison de gémir. Nos forces se sont multipliées, aussi bien nos forces matérielles que le nombre de nos partisans, aussi bien l'expérience colossale que nous avons acquise et l'organisation des forces qu'il faudra mettre en mouvement au cas d'un heurt de l'Union Soviétique avec les puissances capitalistes. Telle est la raison pour laquelle nous pouvons dire avec la conviction la plus profonde qu'il est faux de parler ces derniers temps d'un ratatinement du mouvement ouvrier. Nous pouvons affirmer avec la conviction la plus profonde qu'au cas d'une guerre avec l'U. S., même s'il n'y a pas de soulèvements directs de la classe ouvrière de tous les pays (une telle attente n'est pas justifiée), il y aurait un tel accroissement des sentiments révolutionnaires, une mobilisation si rapide des forces ouvrières contre la bourgeoisie, une série d'Etats bourgeois seraient battus au bout de quelque temps, car la guerre contre l'Union Soviétique soulèvera toutes les questions avec une telle acuité, amènera la différenciation dans la population d'une façon si cruelle et si impitoyable, elle exigera de; chaque homme et en particulier de chaque ouvrier une telle détenu »nation par lui-même que ceci amènera inévitablement l'affermissement et le développement de tout ce qu'il y a actuellement en germe de révolutionnaires dans les « poudrières » du capitalisme européen.

C'est pourquoi on peut admettre en toute certitude que les perspectives et les conséquences soulevées par la guerre future seront autrement plus profondes que les conséquences de la guerre mondiale de 1914-1918.

## II. — L'édification du socialisme dans notre pays et le monde capitaliste

Camarades, je passe maintenant à un autre sujet qui est en relations avec le premier. Notre révolution a actuellement beaucoup d'alliés parmi les ouvriers du prolétariat international, mais elle ne possède pas encore un seul allié victorieux: c'est pourquoi il se pose devant nous dans toute son acuité, la question des *relations entre nous et le monde capitaliste*, entre l'édification du socialisme dans notre pays et en dehors de notre pays. Certains camarades ont tendance à juger que la révolution mondiale est composée d'un seul acte et ils sont prêts pour cela à accuser

l'histoire « d'étroitesse nationale » (*rires*) parce que cette histoire a amené la victoire du socialisme dans un seul pays et non dans plusieurs pays à la fois. Pourtant, c'est un fait indiscutable que la dictature du socialisme existe dans un seul pays, que cette dictature édifie le socialisme et que cette dictature est placée devant la tâche déterminée d'être en relations de telle ou telle nature avec le monde capitaliste.

Si vraiment une victoire simultanée de la classe ouvrière avait lieu dans les pays qui nous sont proches — en Allemagne, en Autriche, en Pologne et dans les autres pays — dans cette situation d'une périphérie socialiste et non capitaliste, nous suivrions un cours qui ne regarderait pas comme le but juste de garder notre indépendance à l'égard de cette périphérie, mais au contraire, qui chercherait à assurer la liaison la plus étroite avec elle. Nous n'aurions pas besoin alors de développer simultanément *toutes* les régions économiques dans notre pays, c'est-à-dire de produire le plus possible tout ce qui est nécessaire à notre pays, mais nous poursuivrions une politique économique qui utilise de la meilleure façon les particularités de nos conditions naturelles économiques et sociales. Nous n'aurions pas besoin de : produire chez nous toute une série de choses, car nous les recevions de nos amis socialistes et nous pourrions en même temps produire en excédent énorme les choses qui poussent chez nous de la façon la plus luxuriante et nous dirigerions cet excédent vers les autres pays socialistes.

Il nous faudrait nous orienter sur la division du travail international et nous considérer non pas comme une force hostile à cette périphérie, mais comme un petit fragment d'un grand ensemble économique socialiste.

Mais en vérité cette périphérie socialiste n'existe pas. C'est pourquoi, du point de vue socialiste, notre tâche est la lutte contre la périphérie capitaliste. C'est pourquoi du point de vue économique, notre tâche ne peut pas être le cours sur la liaison la plus grande possible, comme quelques-uns le croient, mais notre tâche est *le cours sur les liaisons les plus avantageuses au point de vue de l'indépendance et de la force économique croissante de notre économie soviétique.*

Lorsque je dis : « Le cours sur le plus *grand nombre* de liaisons possibles avec le marché mondial », que faut-il que je fasse alors en première ligne ? Il faut que je supprime le monopole du commerce extérieur parce qu'il est une barrière entre nous et la périphérie capitaliste, barrière qui empêche la pénétration des marchandises étrangères à plus bas prix, qui concurrence notre production. Or nous maintenons cette barrière de façon tout à fait consciente parce que nous ne voulons pas être pris dans un engrenage et être déchiquetés par la périphérie capitaliste, Nous ne voulons

pas être avalés par les capitalistes, nos ennemis mortels. C'est dans ce but que nous avons besoin de la barrière du monopole du commerce extérieur *à laquelle nous ne pouvons renoncer en aucune façon*. Aussi ne pouvons-nous pas du tout lancer le mot d'ordre : « Nous voulons être si internationaux que nous aurons le maximum de liaison avec l'extérieur. »

C'est une politique de courte vue, bien qu'elle soit prêchée par leurs auteurs comme étant « à vue lointaine ». N'est-il pas tout à fait clair qu'il s'agit ici d'une confusion fautive de deux choses différentes. Comme nous nous plaçons, non au point de vue d'un maximum absolu de liaisons avec le *capitalisme* international, on voudrait nous accuser « d'étroitesse nationale ». Qu'on me le pardonne, nous « souffrons » dans ce cas d'une révolutionnarisation internationale qui nous fait un devoir de faire attention que la bourgeoisie internationale n'approche pas trop près de notre « cuisine » pour en manger un morceau trop gras ou pour l'avaler tout entier. Voilà précisément notre devoir international.

Inversement, il y a des gens qui écrivent sur le drapeau « Maximum intégral de liaisons économiques avec le monde capitaliste ». S'ils veulent réfléchir et être un peu logiques dans ce qu'ils disent, il leur faut en première ligne éloigner la barrière du commerce extérieur, ce qu'ils n'osent pas, mais intention qu'ils nous attribuent sans aucune raison. C'est ainsi que sont actuellement les choses. C'est pourquoi je répète : Le cours éprouvé par l'expérience, résultant de notre pratique du monopole du commerce extérieur et contrôlé par le développement de nos échanges commerciaux avec le monde capitaliste de l'étranger, c'est le cours sur un maximum de liaisons économiques, non sur le plus grand nombre de liaisons économiques, mais au contraire sur *un maximum de liaisons des plus avantageuses du point de vue d'une indépendance et d'une force croissante* de l'ensemble de notre économie.

Camarades, il faut vous dire que nous avons à apprendre de la bourgeoisie dans ce domaine. Réfléchissez que les mots d'ordre d'un maximum de liaisons économiques, le mot d'ordre du commerce libre dans notre pays, sans aucun obstacle, sans aucune barrière, sans monopole du commerce extérieur, le mot d'ordre d'un pays qui trafique tout à fait librement avec un autre comme un commerçant avec un autre commerçant, sans aucune barrière douanière, songez que ce mot d'ordre a été lancé en son temps par l'Angleterre. Il y eut dans le monde un pays qui pendant une longue période a préconisé à l'échelle internationale le principe de la liberté du commerce, c'était la puissante Angleterre. Aujourd'hui, elle ne préconise plus ce principe, mais au XVIII<sup>e</sup> siècle elle préconisait ce principe.

Pourquoi ? Parce qu'elle était plus forte que tous les autres pays. Personne n'était de taille contre la concurrence anglaise. L'Angleterre avait la meilleure technique, les marchandises aux plus bas prix, elle n'avait à craindre rien, ni personne, elle se dressait comme un énorme bouledogue contre les petits roquets et disait : « Je proclame la libre concurrence entre vous et moi ». Mais il est caractéristique que le développement du commerce mondial a amené cette circonstance que deux pays qui prirent plus tard les premières places sur le marché mondial, les Etats-Unis de l'Amérique du Nord et l'Allemagne entrèrent sur le marché mondial avec le mot d'ordre des barrières douanières et que ce sont ces deux pays qui ont produit les meilleurs théoriciens de la politique douanière. Dans les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, nous voyons le grand économiste Carey et List en Allemagne, l'auteur connu de toute une série de « travaux » classiques sur le protectionnisme. De plus, l'Amérique et l'Allemagne ont développé de façon croissante leurs tarifs douaniers et pour finir, l'Angleterre elle-même, qui a perdu peu à peu son importance prépondérante sur le marché mondial, a aussi instauré ce qu'on appelle les « droits de douane protecteurs »,

Les jeunes Etats capitalistes en plein développement se sont ainsi protégés par des murs douaniers contre l'Angleterre bien que tous ces Etats se concurrençant mutuellement soient une seule et même classe appartenant à diverses nations. Mais nous, nous avons un Etat prolétarien qui croît et prospère sur la faible base de ce que nous ont laissé la domination tsariste et la bourgeoisie. Pouvons-nous donc agir autrement que de nous protéger encore plus sérieusement et ne faut-il pas nous montrer encore plus susceptibles dans la question de notre indépendance économique ? Il en serait autrement s'il se produisait, disons dans les Etats-Unis, une révolution socialiste. Dans ce cas, nous pourrions nous tirer d'affaire sans le monopole extérieur parce qu'alors aucun capitaliste d'une nation quelconque ne pourrait nous avaler. Il y aurait alors une complication tout à fait différente de rapports. Si la révolution socialiste gagnait des pays d'une technique de premier ordre, avec des bas prix de revient de production, la concurrence du reste des Etats capitalistes ne serait pas si menaçante. Mais alors que chez nous les prix de revient de la production sont considérablement plus élevés que dans les pays capitalistes, nous devons nous dire : Oui, dans les pays capitalistes on produit à meilleur marché, mais il faut que je donne à ma propre économie une base et que je construis ma propre économie de façon à devenir d'une part de plus en plus indépendant des adversaires capitalistes, et d'autre part, à utiliser de façon maximum ces adversaires

dans les limites données.

Nous avons passé dans cette décade par toute une série de périodes dans nos relations avec la périphérie capitaliste. Nous avons passé par la période de l'intervention, par la période de la reconnaissance, maintenant, nous avons contre nous probablement une période de rupture avec la perspective de la guerre. Il est intéressant de se rappeler comment Lénine a considéré la question de la périphérie capitaliste. Dans le quinzième volume de ses œuvres, dans la brochure : *Des tâches immédiates du pouvoir soviétique*, qui date comme on sait de 1918, Lénine écrivait :

« Toute la possibilité d'une édification socialiste dépend de la question de savoir si nous saurons, au cours d'une sérieuse période de transition, en acquittant un certain tribut au capital étranger, protéger notre indépendance économique intérieure. »

On voit comment il avait abordé la question d'une façon nette. Je rappelle que le gouvernement soviétique fut prêt pendant la conférence de Gênes à faire des concessions extrêmement grandes pour gagner du temps et pour se tirer d'affaire en acquittant un certain *tribut*. Mais il faut en même temps que je dise que la question ne se pose plus aujourd'hui, Dieu merci, comme elle se posait à l'époque où Lénine écrivait sa brochure *des tâches immédiates du Pouvoir soviétique* et comme elle se posait à l'époque de la conférence de Gênes. Il nous faut poser en face du monde entier et avec une entière certitude que nous ne serions pas prêts du tout aujourd'hui à faire des concessions dans la mesure où nous étions prêts à les faire pendant la conférence de Gênes et cela pour la simple raison que nous ne sommes plus actuellement aussi faibles que nous l'étions à ce moment, et parce que nous sommes considérablement plus forts que pendant la conférence de Gênes.

Il nous faut manœuvrer aussi bien dans les questions des dettes et des concessions que dans les questions qui concernent les différents accords économiques et les traités de commerce. Il nous faut utiliser et nous utiliserons toutes les oppositions entre nos adversaires capitalistes. Il nous faut essayer et nous essaierons de reculer l'agression qui se prépare contre nous et il nous faut nous efforcer, bien que pour un certain temps seulement, d'utiliser les tensions qui existent actuellement, entre les Etats capitalistes. Mais si des manœuvres de notre part seront possibles et nécessaires, elles auront lieu sur une autre base que dans la période de la conférence de Gênes, ces manœuvres auront lieu en tenant compte du développement de notre force et de l'augmentation de notre puissance.

Il faut ici que je fasse une remarque secondaire à propos des arguments divers

contre notre politique en connexion avec les objections contre la politique suivie par le parti et le- Gouvernement soviétique, ainsi qu'en connexion avec les bavardages malveillants répandus sur ce point. En réponse à l'argument que nous n'aurions dû rien payer, il nous faut souligner que ceci est une futilité achevée. Jamais nous ne nous sommes placés à ce point de vue et nous disons que nous pouvons payer quand il *est avantageux pour nous de payer*. La question c'est de savoir *combien, à qui, et pour qui il nous faut payer*. Le second argument, c'est pourquoi n'avez-vous pas fait savoir à la classe ouvrière, maîtresse de la situation, dans des réunions de masses, combien vous voulez payer. A cet argument nous pouvons répondre qu'une telle proposition ne peut provenir que de gens de deux catégories : ou bien de fous achevés, ou de charlatans ; et cela précisément parce que si nous avions fait savoir auparavant que nous étions prêts à payer tant à l'un, tant à l'autre et tant au troisième, nous aurions agi de façon tout à fait irresponsable.

Si, dans une affaire militaire, uniquement pour n'avoir pas de « secret » aux yeux du prolétariat « dans des réunions publiques », nous abattions nos cartes et nous disions : Camarades, nous possédons tant et tant de fusils tant et tant de mines; en cas de guerre, notre plan est de telle façon, en cas de telle autre guerre, il est de telle autre soyez assez bons pour nous contrôler, parce que nous sommes des démocrates prolétariens », l'ouvrier nous dirait certainement : « Tu es bien un grand démocrate, mais tu es plus bête que ne le permet la police. » Et il aurait tout à fait raison, car toute cette politique de manœuvre suppose tout un jeu compliqué où les combinaisons des divers Etats peuvent se modifier parfois à plusieurs reprises dans la même semaine et où il nous faut agir en tenant compte d'une certaine clandestinité.

Tel est le plus important de ce que j'ai considéré comme nécessaire de dire en ce qui concerne notre politique extérieure et nos relations avec les Etats capitalistes.

### [III Le n° et le titre de ce § ont été omis par la rédaction de la CI]

Il y a dix ans, avant l'insurrection d'Octobre, organisée et dirigée par notre parti, on rencontrait dans nos rangs certains flottements à propos de la question de savoir si l'insurrection devait se faire ou non, si la révolution mondiale avait atteint un degré suffisant de maturité pour que nous, les premiers et seuls, puissions déployer le drapeau de la révolution prolétarienne. Un certain nombre de camarades estimaient qu'il était trop tôt de recourir à l'insurrection, étant donné qu'à leur avis la

révolution mondiale n'était pas encore suffisamment mûre, que notre pays n'était pas un pays avancé, mais petit-bourgeois, que notre parti n'était pas suffisamment préparé et que les ouvriers n'aborderaient pas cette lutte avec assez d'énergie et de bravoure

Bien des chefs responsables de notre parti hésitaient à ce moment critique et ces flottements étaient tout à fait justifiés de leur point de vue. Lorsqu'ils lancèrent leurs objections contre le cours insurrectionnel, personne d'autre que Lénine réfuta minutieusement, l'une après l'autre, chacune de ces objections et distribua à ces camarades, si l'on peut s'exprimer ainsi, une fameuse douche idéologique. Dans sa « Lettre aux camarades », il analysa toute une série d'arguments que les hésitants faisaient valoir. Voici textuellement un de ces arguments que je vais citer parce qu'il réapparaît maintenant :

Dans la situation internationale, il n'existe, à vrai dire, absolument rien qui puisse nous obliger à nous soulever immédiatement. En nous faisant fusiller maintenant, nous nuirons plutôt à la cause de la révolution socialiste en Occident. (Lénine, tome XIV, 2<sup>e</sup> partie, page 278.)

Cet argument, traduit, en un langage plus simple, signifie que la *révolution mondiale n'était pas encore mûre*, que nous resterions extrêmement isolés dans notre pays arriéré. Voici comment Lénine caractérisa dans sa « Lettre aux camarades », le point de vue des hésitants:

Faisons preuve de bon sens. Nous sommes d'accord pour voter une résolution de sympathie aux révolutionnaires allemands, mais nous rejetons en même temps l'insurrection en Russie. Voilà un véritable et raisonnable internationalisme ! Et combien rapidement se développera l'internationalisme dans le monde entier, quand une politique aussi sage aura pris partout le dessus. (Lénine, tome XIV, 2<sup>e</sup> partie, page 272.)

A ces camarades hésitants demandant : « Pourquoi nous autres, d'un esprit borné national, entrerions-nous en lutte pour la révolution prolétarienne dans un pays où existe une immense quantité d'économies paysannes arriérées ? », Lénine a répondu : « Oui, vous êtes de bons internationalistes, vous êtes prêts à signer n'importe quelle résolution en faveur du prolétariat international, seulement prétextant un esprit borné national, vous vous refusez à déclencher une insurrection révolutionnaire contre la bourgeoisie ».

Cette lutte où les hésitants sont intervenus comme de « grands internationalistes » et se sont prononcés contre l'insurrection, contrairement au C. C.

de notre parti qui, avec Lénine en tête, était soi-disant moins internationaliste (parce qu'il avait proclamé d'entreprendre, seul, l'insurrection), est un exemple extrêmement instructif dans l'histoire de notre mouvement ouvrier et de notre parti communiste.

Outre cet argument que la révolution mondiale n'était pas encore mure, les camarades hésitants en avaient encore de nombreux, autres. Ils disaient, par exemple, que les circonstances ne nous étaient pas favorables, que la classe ouvrière n'était pas animée d'un enthousiasme suffisant, qu'il y avait une paysannerie trop nombreuse dans notre pays, que celui-ci était arriéré. Un groupe de camarades sortis du Conseil des commissaires du peuple de la première période législative, motivèrent leur démission de la façon suivante : « Si vous n'agissez pas selon notre proposition, si le parti communiste prend seul le pouvoir dans ses mains, nous évoluerons fatalement vers un régime terroriste tout à fait insupportable et aboutissant, en fin de compte, à l'effondrement de notre révolution ».

En analysant ces choses à fond et en nous demandant de quoi il s'agissait, qu'est-ce qui avait pu donner à ces camarades ces idées pessimistes sur le cours de la révolution, sur le développement du mouvement insurrectionnel et sa destinée future, nous voyons que ce pessimisme reposait sur un doute extraordinairement fort quant à la possibilité de construire victorieusement le socialisme, de se maintenir au pouvoir et de consolider définitivement la victoire dans un pays aussi retardataire, dans un pays de petits paysans comme le nôtre, d'autant plus que la révolution devait précisément se faire dans ce seul pays isolé.

La conception que, dans un pays aussi arriéré que le nôtre n'existait aucune condition objective d'édification du socialisme, a eu de très puissantes traditions dans notre mouvement socialiste. Socialisme veut dire avant tout l'économie rationnelle. Et comment pratiquer une économie rationnelle s'il existe 20 millions d'économies paysannes ? Le socialisme présuppose la domination du prolétariat. Mais qu'advient-il si le prolétariat ne représente, comparativement à la paysannerie, qu'une minorité tout à fait insignifiante, infime de la population ? Comment construire le socialisme, si la paysannerie, après avoir reçu les terres, se dresse immédiatement contre la classe ouvrière parce que la chose principale, la distribution des terres, a été faite ?

Tel est l'enchaînement des considérations qui avaient jeté de profondes racines dans l'aile menchéviste du mouvement socialiste de notre pays. Ces considérations, partagées par tout le menchevisme russe, et également par certains communistes,

ont été défendues depuis la Révolution de Février jusqu'à la Révolution d'Octobre — et même plus tard.

Ce qui, chez beaucoup de nos camarades, souleva ces doutes dans les journées d'Octobre, doutes dont il fallait tenir compte (parce que leurs arguments et raisons étaient assez sérieux), fut l'argument que notre pays était par trop retardataire. Si, disaient-ils, nous pouvions déclencher, ensemble avec d'autres pays, la révolution prolétarienne, c'est-à-dire si la révolution éclatait simultanément dans trois ou quatre grands pays, nous pourrions alors déclencher, avec nos forces réunies la révolution prolétarienne. Mais pousser un seul pays à aborder le socialisme, cela ne serait probablement qu'une expérience de courte durée aboutissant à un échec de la révolution. On pourrait peut-être s'emparer du pouvoir, mais ce serait difficile de s'y maintenir et, même si l'on s'y maintenait, il faudrait bientôt abandonner une position après l'autre. Aujourd'hui, nous serions le représentant de la classe ouvrière ; mais, une semaine après, en nous regardant dans une glace, nous découvririons un véritable bourgeois, étant donné notre manque de forces, la nécessité de faire une concession après l'autre et de se fourvoyer ainsi dans une autre base sociale de classe.

Tels furent les doutes exprimés dans les journées d'Octobre par les camarades hésitants. Lénine, avec sa lucidité, comprenait tout à fait bien la question. Ce révolutionnaire internationaliste intégral avait, dans cette question, une opinion absolument claire. Grâce aux divergences de vue et discussions que nous avons eues ces derniers temps, on sait très bien qu'une série de camarades de l'opposition se prononcent contre la possibilité d'une victoire du socialisme et veulent démontrer que cette possibilité n'est pas une théorie de Lénine.

Ces camarades ont fait preuve d'une extrême vivacité d'esprit en démontrant que chez nous, on peut construire d'une façon illimitée, mais qu'on ne peut pas achever. Chez Lénine, on trouve une citation qui, jusqu'à présent, n'a été mentionnée nulle part et que je veux citer : En 1918 (dans une période indiciblement difficile par suite de la ruine économique), Lénine devait combattre beaucoup de préjugés dans notre parti (j'ai également partagé un certain nombre de ces préjugés et commis ainsi une grande faute). Comme toujours, Lénine avait compris, justement et nettement, l'essentiel du moment. Il projetait la ligne en paroles brèves, extrêmement simples, compréhensibles à chaque ouvrier et paysan. Voici ce que Lénine écrivait en 1918, dans sa brochure *Sur les tâches prochaines du pouvoir soviétique* :

Sois exact et consciencieux dans la gestion financière, administre économiquement, ne dilapide rien ne vole pas, observe au travail la plus stricte discipline. La réalisation pratique de ces mots d'ordre du pouvoir *soviétique* à l'aide de *ses* méthodes et de ses lois *est aussi nécessaire que suffisante pour la victoire définitive du socialisme.* (Lénine, tome XV, page 183, souligné par moi. — N. B,)

Il ne parlait donc pas de la victoire du socialisme en général, mais de la victoire *définitive* et considérait comme condition de cette victoire définitive du socialisme la bonne direction de notre économie socialiste, de notre industrie, de nos coopératives et l'amélioration de l'organisation intérieure du pays. Lénine disait que nous tous, en tant que membres de la classe ouvrière unie, ainsi que la paysannerie laborieuse que nous entraînons avec nous, devons suivre ces commandements élémentaires et simples, dont nous nous sommes moqués autrefois parce qu'ils servaient la cause du capitalisme, mais qui, maintenant, doivent devenir nos propres commandements: « Sois exact et consciencieux dans la gestion financière, administre économiquement, ne dilapide rien, ne vole pas, observe au travail la plus stricte discipline ! » Et Lénine affirme que l'application intégrale de ces directives peut aboutir à la victoire du socialisme dans notre pays

Si, maintenant, certains camarades, notamment les mêmes qui, également en octobre 1917, ont hésité à prendre le pouvoir, viennent nous dire que, dans les nouvelles conditions actuelles, la croyance en la victoire du socialisme dans un seul pays est une idée relevant d'un esprit borné national, une trahison vis-à-vis du léninisme, que Lénine n'a jamais dit cela, alors toutes ces affirmations ne correspondent nullement à ce que Lénine a réellement dit. L'incertitude, le doute, le scepticisme et les flottements dans cette question sont apparentés aux hésitations, aux doutes et au scepticisme qui étaient caractéristiques pour beaucoup de fonctionnaires éminents de notre parti pendant les grandes journées d'Octobre 1917.

Pendant toute l'histoire de notre révolution, des journées d'Octobre à nos jours, les adversaires déclarés du gouvernement soviétique n'ont cessé de faire des prophéties. Avant la Révolution d'Octobre, ils affirmaient que nous n'oserions prendre le pouvoir. Si je ne me trompe pas, c'est Victor Tchernov, le représentant des socialistes-révolutionnaires, qui avait alors présenté la thèse que les bolchéviks n'oseraient pas prendre le pouvoir, Lénine, dans une déclaration ouverte, lui a répondu que notre parti était prêt à prendre, *à lui seul*, le pouvoir et *contre tous*.

Après notre prise du pouvoir, pendant la deuxième étape, surgit une autre

thèse défendue ouvertement par Milioukov, le représentant du Parti des Cadets bourgeois et contre-révolutionnaires. Voici ce qu'il prophétisait : « Deux semaines de domination bolchéviste et tout sera fini ». C'est autour de ce mot d'ordre que se groupaient tous nos adversaires, les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires, les cadets et les monarchistes. Mais l'expérience historique a démontré que le parti bolchévik et la classe ouvrière savent maintenir ce pouvoir.

Après la victoire sur la contre-révolution étrangère et russe, après la liquidation des fronts et la fin de la guerre civile, nous nous voyons en face de nouvelles tâches, de la grande tâche de la reconstruction économique. Et voilà que se déclenche la troisième vague d'arguments, de prophéties, de fureurs, de clameurs et de gémissements.

Après avoir prédit que nous ne nous déciderions pas à la prise du pouvoir, on a dit que nous ne conserverions pas ce pouvoir, pour proclamer ensuite notre défaite certaine au cours des luttes militaires. Enfin, on commença par affirmer que nous ne viendrions pas à bout de l'économie, que notre économie se décomposerait, qu'elle serait infailliblement acculée à la ruine.

Il faut dire que la réalité, consécutive aux guerres civiles et impérialiste, fut terrible, si on la considère du point de vue de la vie journalière. Les temps de famine, de froid, de fièvre typhoïde, des hécatombes, des souffrances inouïes sont encore vivaces dans notre souvenir. Nous connaissons les efforts héroïques faits par la classe ouvrière pour en sortir. Chacun de nous, chacun des collaborateurs de notre parti, se rappelle encore le temps où l'on soulignait passionnément aux réunions de fabriques tous les arguments pour convaincre les ouvriers qu'il fallait persévérer dans la lutte. Ah ! Comme c'était atroce alors de parler dans ces réunions lorsque, par exemple, parmi les auditeurs, une ouvrière prête à se trouver mal d'épuisement, se dressait, montrant une petite marmite d'une soupe de légumes qui servait alors de nourriture à la majorité écrasante de la classe ouvrière.

Nous nous rappelons très bien ces temps extrêmement difficiles. Mais, camarades, après 1921, après avoir traversé ces étapes extrêmement dures, nous avons commencé à nous sortir de la ruine économique. Nous étions tombés, en effet, très bas économiquement. Aucun pays du monde n'avait sombré dans une décomposition économique aussi profonde que notre république par suite des guerres impérialiste et civile.

En 1920, notre économie était telle que la production brute de l'industrie n'atteignait plus que le 1/5 de celle de 1917 qui, elle-même n'avait pas été brillante.

Depuis 1917, la production charbonnière était tombée de 30 millions de tonnes à 8 millions, la production de naphte de 8 718 à 3 833 tonnes, la production de fonte et de produits laminés était, pour ainsi dire, inexistante en 1920, quoique la production de fonte et des métaux soit à la base de l'industrie. En 1920, nous produisons des quantités si minimes de fonte que nous ne les mentionnions même pas dans nos statistiques. Nous disposions d'anciennes réserves, mais aucune nouvelle fonte n'était produite. La production de coton était tombée à 8,2 millions de pouds à 0,8 million de pouds. Quant à la production des tissus, nous n'atteignons plus qu'un trentième des chiffres de 1913; de 2 900 millions de mètres, elle était tombée à 110 millions, c'est-à-dire au dixième de la production de 1917.

La productivité du travail avait baissé aussi d'une façon considérable. Le nombre des ouvriers s'était réduit de plus de la moitié: de près de 3 millions, à 1 340 000. En dépit de la dictature socialiste, par suite de la famine et de toutes les autres causes, le salaire ouvrier avait diminué de 25 roubles en moyenne (en roubles marchandises) à 6,6 roubles (d'après l'indice du budget). De 25 roubles à 6,6 roubles ! Notre change était complètement dévalorisé. Notre industrie d'Etat avait perdu toute base. Dans les grandes usines, les ouvriers s'occupaient à fabriquer des briquets.

Voilà comment le tableau se présentait. Tous nos ennemis exultaient et affirmaient que tout cela avait été prévu. « Vous avez été de bons chefs, mais vous êtes des organisateurs économiques tout à fait incapables. Vous avez vaincu militairement et politiquement en trompant les masses ouvrières, vous avez fait faillite, vous deviez faire banqueroute parce que le socialisme est un non-sens dans la Russie arriérée. »

Après quelque temps, notre économie se releva. Même les moins raisonnables remarquèrent qu'une amélioration s'opérait sur tout le front de l'économie soviétique.

Or, l'attaque fut déclenchée d'autres positions. « Certes, l'économie se développe chez vous, mais elle se relève non pas grâce à votre activité, mais malgré votre activité. Ce n'est pas l'industrie étatisée qui progresse, mais le capital privé. Ce ne sont pas vos exploitations collectives au village qui se relèvent, mais les couches des paysans aisés. Sous la croûte socialiste emprisonnant l'économie, percent les jeunes pouces du capitalisme en plein essor ; la nouvelle bourgeoisie aura une riche récolte. Mais vous, ou bien vous serez chassés par ces nouveaux maîtres, ou bien vous abandonnez vos casquettes, foulards rouges et autres insignes, et vous exécuterez des choses qui, au fond, seront bourgeoises. »

Voilà ce que nous reprochaient et nous reprochent encore tous ceux qui sont de l'autre côté de la barricade. Nos ennemis déclarés affirmaient : « D'ailleurs, c'était fatal, le socialisme étant une utopie, une doctrine de salle d'étude et la réalité étant dans le capitalisme qui est la meilleure forme économique, qui le restera pendant des siècles et qu'on ne pourra supprimer par aucun mot d'ordre ni malédiction ».

La social-démocratie dit : « Certes, le socialisme est une bonne chose en soi, mais il est utopique dans un pays arriéré ; en violant la réalité et en voulant vous coiffer de casquettes socialistes dans un pays où n'existe aucune condition pour le socialisme, vous n'êtes, en réalité, qu'un obstacle qu'un facteur réactionnaire. Si le capitalisme se développe maintenant en Russie, alors ce n'est qu'un phénomène progressif. La bourgeoisie a raison de ne pas favoriser l'industrie nationalisée, mais bien le capital privé, car l'industrie nationalisée n'a aucune perspective. Les perspectives sont pour le capital, car il s'accomplit ce qui est écrit dans la « bible » qu'on ne peut pas construire le socialisme dans un pays aussi arriéré et où la paysannerie prédomine : quiconque, dans un tel pays déploie le drapeau de la construction du socialisme, se dresse, en fin de compte, contre le socialisme ».

Voilà comment nous parlait de la bourgeoisie, voilà comment s'exprimait la social-démocratie, voilà comment parlent les menchéviks et certains de leurs amis oppositionnels. (*Hilarité, applaudissements.*) C'est de ces prophéties qu'est né ce verbiage qui fleurit actuellement partout, le bavardage sur le « thermidor ».

Tout d'abord, il faut se rappeler certaines dates historiques sur le thermidor. Le premier qui, si je ne me trompe, a mis ce mot en circulation, était Martov, le chef des menchéviks (dans un article du *Message Socialiste*). Il a proclamé le « thermidor » immédiatement après que notre congrès, sous la direction de Lénine, s'était prononcé pour ce qu'on appelle la nouvelle politique économique. Martov déclarait alors : « Eh bien, les bolchéviks, vous vouliez réaliser le socialisme, vous vouliez anéantir le commerce libre, vous avez cherché chicane aux marchands ; vous n'avez pas réussi et maintenant vous voulez faire vous-mêmes des concessions aux paysans. Vous avez capitulé économiquement. Vous allez dire que vous continuez la ligne prolétarienne du communisme, mais en réalité le petit propriétaire — le paysan — se tient derrière vous et vous dicte sa volonté. Si autrefois, on pouvait croire que vous exprimiez la volonté du prolétariat, aujourd'hui, tout le monde comprend que vous cédez à la volonté du petit propriétaire qui veut commercer. »

Et sur ce, Martov, s'adressant à Lénine, écrivait : « Vous vivez votre 9 thermidor capitaliste. Vous avez capitulé, marchez donc un peu plus hardiment sur

votre "18 brumaire" socialiste ». Cela veut dire : « Assumez donc avec un peu plus de courage le rôle de Napoléon Bonaparte ! » Martov considérait notre revirement vers la nouvelle politique économique sur le plan de la révolution française où, après l'effondrement de la dictature de la petite-bourgeoisie révolutionnaire, après l'exécution de son chef Robespierre, Napoléon Bonaparte est devenu, à la suite de divers événements, dictateur et où la dictature victorieuse de la grande bourgeoisie a remplacé la dictature petite-bourgeoise. En 1921, on aurait quelque peu détourné notre ligne prolétarienne suivie jusqu'alors par les bolchéviks, opéré une retraite sur une autre position de classe. Les bolchéviks auraient passé de la position de la dictature de la classe ouvrière à la position du propriétaire petit-paysan qui se dresserait inévitablement contre le prolétariat. Encore un ou deux pas, et les bolchéviks refléteraient la volonté de la grande bourgeoisie. Tout cela serait couronné par le rétablissement de la puissance du dictateur Napoléon qui, en cette occasion, s'appellerait Vladimir Ilitch Lénine.

C'est ainsi qu'ils s'exprimaient. Selon eux, tout cela était fatal : la dégénérescence proviendrait de ce que, dans un pays aussi arriéré que le nôtre, le socialisme ne pouvait pas être construit ; la nécessité de faire des concessions à la paysannerie et à la dégénérescence découleraient de cette situation. Martov l'a proclamé. Ensuite, nos Smiénovie-khoutsis, des idéologues déclarés de la bourgeoisie du type du professeur Oustrialov, reprirent en chœur avec les menchéviks la chanson du « thermidor » :

Lénine est un grand homme politique et, en même temps, un grand révolutionnaire. Il voit clairement dans quel sens le pays évolue et ce n'est que pour garder l'apparence qu'il parle de socialisme et d'internationalisme. Lénine n'est pas moins grand que Dimitri Donskoï, il est aussi éminent que Pierre-le-Grand, il comprend qu'au bout de l'évolution, il n'y a pas le communisme, que la révolution mondiale s'est retardée et qu'il faut construire un puissant « empire russe ». Aujourd'hui on a fait des concessions aux paysans, on a introduit le commerce libre, demain on dénationalisera l'industrie, etc.

Après la proclamation du commerce libre, nous rendrions aux capitalistes les fabriques et usines et, ensuite, nous ferions également des terres un objet commercial. Nous aurions balayé les grands propriétaires fonciers, anéanti l'ancien bagage de la tyrannie, chassé notre noblesse au diable: mais, d'autre part, nous aurions créé une nouvelle bourgeoisie lavée dans toutes les eaux et excellent dans le

mensonge et la fraude ; cette nouvelle bourgeoisie rusée manifesterait également une énergie accrue. Ils affirmaient qu'elle était encore aujourd'hui un personnage en haillons que l'on reverrait après deux ou trois ans, lavé, peigné, la barbe soignée, peut-être même déjà en redingote ; tel serait l'homme sur lequel nous devrions nous orienter. On prétendait que Lénine conduirait cette nouvelle bourgeoisie au pouvoir, que le prolétariat ayant accompli sa tâche, de grandes choses, un acte historique en sauvant le pays du chaos, un exploit de géant en consolidant l'empire russe, un exploit formidable en reconstruisant l'« Immense pays » déchiré par les Koltchak, Wrangel et Denikine, que le prolétariat devrait se contenter de la gloire et de l'honneur.

Voilà de quelle façon les Smiénovie-khoutsis présentaient la chose. Ces considérations se basaient sur les suppositions qu'aucun socialisme n'était possible chez nous, que tout cela était un non-sens, que nous, les communistes et le gouvernement soviétique, que nos cadres sortis de la classe ouvrière, devrions marcher finalement sur le chemin indiqué par les adeptes d'Oustrialov.

« Or, ce « diable-séducteur », ce bourgeois Oustrialov ne nous a nullement détournés de la voie prolétarienne; mais il a tourné la tête à certains de nos camarades, c'est un fait. Les camarades oppositionnels sont devenus la belle Eve qui, au paradis, a goûté à la pomme du serpent séducteur Oustrialov. (*Hilarité.*)

Le fait reste qu'une série de camarades hantés par les doutes, parlent maintenant le langage d'Oustrialov. Cela devient compréhensible, si l'on se rappelle quelques-unes de leurs fautes commises en octobre. Du fait que la révolution mondiale n'a pas encore triomphé, que l'on ne constate aucune victoire du prolétariat dans les pays avoisinant, que nous traînons encore seuls le chariot de la révolution mondiale, que nous ne construisons le socialisme que dans notre propre pays qui, au surplus, est bien pauvre et arriéré, ces camarades, qui déjà au début de notre révolution étaient remplis de doutes sur la possibilité de déclencher une révolution dans notre pays, disent maintenant, après que dix années se sont écoulées et que l'on ne constate toujours pas de victoire du prolétariat dans n'importe quel grand pays capitaliste limitrophe, que la classe ouvrière de notre pays manquera inévitablement de force pour achever la cause du socialisme.

S'il était vrai que nous dilapidons l'industrie nationalisée, que nous la livrons aux capitalistes particuliers, la chose se présenterait alors tout autrement. Or, l'industrie nationalisée n'est pas sortie de nos mains, elle progresse, le secteur socialiste de notre économie, c'est-à-dire l'industrie lourde et le système coopérateur, refoulent le

commerce privé et ce processus s'opère assez rapidement. En leur faisant remarquer tout cela, les mécréants se creusent la tête pour savoir comment faire pour déclarer inexistant ce qui existe. Cela étant, en effet, une tâche bien difficile, ils construisent toutes sortes de théories invraisemblables. Ne pouvant nier le fait que l'industrie nationalisée existe et grandit, ils dirigent leur feu sur une autre question, à savoir que l'industrie grandit plus rapidement que l'agriculture et ici, ils font valoir une argumentation extrêmement intéressante.

L'un de ces arguments provient du camarade Kolesnikov. Il raisonne ainsi : Notre industrie croît plus rapidement que notre agriculture, quoi d'étonnant ? Egalement avant la guerre elle se développait plus rapidement que l'agriculture. Vers la fin de la guerre civile, l'industrie a baissé davantage que l'agriculture comparativement au niveau d'avant-guerre ; mais, étant donné qu'également avant la guerre l'industrie grandissait plus rapidement que l'agriculture et que, maintenant, les deux branches économiques tendent à rétablir leur rapport d'avant-guerre, l'industrie est obligée de s'accroître plus vite que l'agriculture.

Mais, ici, une question s'impose : Est-ce que cela devait être fatalement ainsi ? Est-ce que le cas ne peut pas se produire qu'un pays rétrograde, s'agrarise, se transforme de pays industriel en pays agricole ? Quel est le dieu, quel dieu oustrialovien, menchéviste ou autre a prédit qu'avant la guerre existait tel ou tel rapport et qu'après plusieurs années ce rapport devait être le même ? Pourquoi n'y aurait-il pas de déclin, de réaction, quand un pays a baissé de quelques degrés et se maintient dans une telle situation ? Cet argument est le sophisme n°1.

Suit le sophisme n°2 : Il est vrai, nous dit-on, que vous avez une industrie d'Etat qui croît et se développe, on peut vous le concéder. Mais ce qui reste incompréhensible, c'est que vous qualifiez cette industrie de socialiste. Certes, Lénine a parlé de nos entreprises comme d'entreprises « d'un type socialiste conséquent » ; mais cela doit être compris d'une façon conditionnée, car il ne faut pas oublier que cette industrie produit pour le marché ; or ce marché n'est pas dominé seulement par le prolétariat, d'autres classes de la population y prennent part et les produits manufacturés sont distribués parmi elles, etc., etc...

Voici encore un autre argument : Le sort des ouvriers deviendrait, d'après eux, de plus en plus difficile, notre chômage serait considérable, etc., etc... Et Kolesnikov, de dire : Marx, un homme qui n'est pas inconnu dans l'histoire du mouvement socialiste, a écrit, dans le tome premier de son œuvre, sur ce qu'on appelle la loi générale de l'accumulation capitaliste, que, si l'évolution du capitalisme progressait et

si le processus de l'accumulation capitaliste, de l'expression de la plus-value de la classe ouvrière, de sa transformation en nouvelles machines et instruments de production s'opérait — le résultat en serait le chômage dans certaines périodes, une armée de réserve industrielle ; tout le développement du capitalisme consisterait en ce que, à l'un des pôles, il y aurait une augmentation de richesse, tandis qu'à l'autre pôle, la pauvreté, la barbarie et une armée de réserve se constitueraient ; voilà par quoi s'exprimerait la loi de l'accumulation capitaliste.

Cette thèse de Marx est connue de tout le monde. Or, voyons comment Kolesnikov l'interprète : Le chômage existe-t-il ? Oui. A-t-il augmenté ? Oui. Or, qu'est-ce que Marx a dit sur le chômage ? Il a écrit que le chômage est l'expression de la loi générale de l'accumulation capitaliste. Donc, en voulant reconnaître si vous allez ou non vers le socialisme, il faut mesurer avec cette mesure. Si vous avez beaucoup de chômage (et cela est incontestable), alors la loi générale de l'accumulation capitaliste est en vigueur — et si tel est le cas, votre cours (malgré vos affirmations sur votre industrie socialiste) est absolument capitaliste.

C'est également un sophisme. Mais jamais, dans ma vie, je n'ai rencontré un sophisme aussi imbécile (pour m'exprimer en termes galants). Peut-on réellement préférer un non-sens aussi éclatant ? Voyons donc d'où vient notre chômage. Marx a écrit que les capitalistes créent une armée de réserve de chômeurs pour exercer une pression sur le salaire des ouvriers et augmenter ainsi leurs profits. Cela est l'essentiel. Or que voyons-nous chez nous ? Qu'on se figure que nous ayons un Etat socialiste intégral, que cet Etat soit exposé aux attaques des pays capitalistes ; la conséquence en serait une ruine terrible dans l'Etat socialiste : la pauvreté ; des blessés et des invalides innombrables, etc. Et figurez-vous alors que certaines personnes viennent vous dire : la pauvreté est, selon Marx, un produit du capitalisme. Or, voyez ce qui se passe chez vous. Vous avez donc un régime capitaliste.

Evidemment, ce sont des considérations impossibles. Notre chômage est un de nos plus grands soucis ; cependant, il ne provient pas de ce que notre industrie n'est pas socialiste, mais de ce que nous construisons sur une base extrêmement étroite, parce que nous ne pouvons pas nous relever de suite et guérir d'un seul coup toutes les maladies dont nous avons hérité de l'ancien ordre, parce que notre pays, comme je l'ai déjà illustré par des chiffres, a vécu, en raison des guerres impérialiste et civile, la ruine et la famine, une décomposition économique extrêmement profonde. Il faut tenir compte de cela. Le chômage augmente également pour la raison que notre paysannerie a été exploitée sans pitié par le régime précédent, que les économies

paysannes étaient restées sur un degré technique extraordinairement bas et qu'elles ont été ruinées au surplus par les guerres impérialiste et civile.

Ne faut-il pas tenir compte de tout cela ? Peut-on mettre un signe d'égalité entre toutes ces causes et ces arguments tous fondés sur la loi générale de l'accumulation capitaliste avec lesquels Kolesnikov nous veut assommer ?

Je cite ces exemples pour démontrer comment des personnes qui, d'avance, se sont arrangées une thèse d'après laquelle notre cause est vouée à l'échec, s'acharnent à défigurer la réalité par tous les moyens.

Evidemment, nous devons examiner ce qui se passe chez nous. Nous ne devons pas avancer à l'aveuglette, nous ne pouvons nullement renoncer à regarder la vérité en face, non pour recevoir une récompense au ciel, mais parce qu'il faut connaître la vérité pour agir justement.

#### IV — Les plus importants résultats de la décade, exprimés en chiffres

Comment les choses se présentent-elles, chez-nous, depuis l'instauration de la nouvelle politique économique ? Je vais vous lire les chiffres essentiels : en 1921-1922, la production brute de marchandises industrielles s'élevait à 1 344 millions de roubles d'avant-guerre, en 1922-1923 à 2 156 millions, en 1923-1924 à 2 583 millions, en 1924-1925 à 3 917 millions, en 1925-1926 à 5 731 millions et en 1926-1927 à 6 636 millions. Peut-on dire, en présence de tels chiffres, que nous abandonnons nos positions ? Est-ce que notre industrie subit un recul ? Rien de semblable. Nous avançons systématiquement.

La production de métaux laminés était (en milliers de tonnes) de 256 en 1921-1922, de 476 en 1922-1923, de 690 en 1923-1924, de 1 390 en 1924-1925, de 2 250 en 1925-1926 et de 2 592 en 1926-1927. Vous voyez donc que nous progressons également dans ce domaine.

La productivité annuelle d'un ouvrier (exprimée en roubles d'avant-guerre) était de 1 081 en 1921-1922, de 1 292 en 1922-1923, de 1 507 en 1923-1924, puis de 2 013 et de 2 279 pour monter à 2 495 en 1926-1927.

Le nombre des ouvriers de l'industrie contrôlée (en milliers), s'est élevé de 1 243 en 1921-1922 à 1 445 en 1922-1923, à 1.617 en 1923-1924, puis à 1 794 et à 2 288 pour atteindre 2 488 en 1926-1927. Nous enregistrons donc également ici une croissance ininterrompue.

Le salaire moyen exprimé en roubles-marchandises était de 8,84 en 1921-1922, puis de 13,54, de 18,48, de 22,72, de 25,44 et enfin, de 28,42 en 1926-1927.

Ces quelques données suffisent pour se convaincre de notre progrès. Impossible de contester cela. C'est un fait patent. On nous objecte que l'industrie avance soi-disant plus lentement que l'agriculture. A ce sujet, il faut dire que l'on peut constater sans difficultés, pour ne citer que les chiffres principaux, qu'au cours de ces trois dernières années le capital investi dans l'industrie a augmenté jusqu'à la fin de l'année économique 1926-1927 de 28 %, tandis que le capital fondamental de l'agriculture ne s'est accru que de 10 %. Le capital de base de l'industrie a donc augmenté deux fois plus que celui de l'agriculture.

Quelle est l'importance d'une telle constatation ? Elle réside en ce que toute la conception des sceptiques, de nos adversaires déclarés et de nos demi-amis consiste à dire : « Oui, vous ne progressez que lentement sur la ligne industrielle, vous n'avancez qu'à quatre pattes, tandis que la petite propriété agricole se développe bien plus rapidement ! Vous dites vous-même que l'industrie et la classe ouvrière sont la chose capitale et décisive, les postes de commandement, la base du socialisme, que l'industrie doit remorquer l'agriculture. Or, l'industrie avance plus lentement que l'agriculture ». Mais les faits parlent un langage contraire, les faits nous disent que l'industrie tant au point de vue production qu'également au point de vue capital fondamental et importance, s'accroît plus rapidement que l'agriculture.

D'une portée toute particulière sont nos progrès (qui, bien qu'ils ne soient pas grandioses, sont cependant considérables) dans les domaines qui ont été très négligés avant la guerre, par exemple dans l'électrification. L'électrification est la base de notre édification socialiste. Le plan d'électrification de Lénine est notre objectif de lutte, pour lequel nous combattons jusqu'à sa réalisation intégrale. La capacité, productive de nos usines électriques (en milliers de kilowatts) était de 1 349 en 1925, de 1 440 en 1926, de 1 690 en 1927 et de 2 130 en 1928 (chiffre prévu).

La distribution annuelle d'énergie par les grandes usines électriques (en milliers de kilowatts-heures) est montée de 431 en 1913 à 1 900 en 1927 : le quintuple de la distribution d'avant-guerre. Cela est un fait d'une importance extrême. Nous disposons d'une quantité d'énergie cinq fois supérieure à celle d'avant-guerre. Le nombre des usines électriques en province dépasse de 11 fois et leur capacité de production de 17 fois celui d'avant-guerre. Le chiffre absolu de ces usines est de 858.

Le nombre des fermes électrifiées est d'environ 98.000. Avant la guerre, il

n'existait aucune électrification à la campagne ; il n'y avait que de petites installations approvisionnant la propriété et l'exploitation agricole de certains grands propriétaires fonciers.

Le nombre des ouvriers qui a doublé depuis 1922-1923 représente actuellement 106,5 % de celui d'avant-guerre.

Comment peut-on lutter contre ces faits, contre ces chiffres?

Toute tentative de les combattre ne peut être qu'un sophisme comme nous l'avons déjà vu par l'exemple de Kolesnikov. Impossible de faire une politique à coups de sophismes. Les faits que je viens de citer sont connus de chaque ouvrier, quoi qu'ils sachent très bien que ces conquêtes, comparativement aux tâches géantes qui nous attendent encore, ne sont que les premiers pas.

Je dispose également de certaines données d'ensemble sur le rythme relatif de notre développement économique. Notre industrie se développe, cela est incontestable. Mais est-ce qu'elle grandit plus rapidement que le capital privé, est-ce que notre commerce progresse plus vite que le commerce privé ? Le commerce privé, les magasins et les petites boutiques privés, leur échange enregistrent également une croissance. Mais laquelle des deux catégories croît plus rapidement ? Je vais citer quelques données qui prouvent que nous nous développons plus rapidement et qui nous donnent la certitude que nous battons nos adversaires.

En comparant le pourcentage de la production brute de l'industrie d'Etat et coopérative (la petite industrie y compris) avec celle de l'industrie privée, nous remarquons que la production brute concentrée en nos mains était de 81,3 % en 1924-1925, de 83,7 % en 1925-1926 et de 85,9 % en 1926- 1927. En conséquence, tandis que notre part augmente, celle de l'adversaire diminue progressivement ; chez nous 81 %, chez eux 19 %; chez nous 83,7 %, chez eux 16,3 % ; chez nous 85,9 %, chez eux 14,1 %. L'année prochaine nous disposerons de 87,3 % et eux de 12,7 % seulement. En ne considérant que l'industrie contrôlée, nous obtenons le tableau suivant pour l'industrie d'Etat : en 1924-1925 95,8 %, en 1925-1926 95,8 %, en 1926-1927 97,5 % et en 1927-1928 97,8 %.

Nous constatons donc une augmentation incessante de l'industrie étatique et cela non seulement en ce sens que l'année prochaine nous disposerons de plus de fabriques qu'aujourd'hui, mais également en ce que notre part à la production grandit comparativement à la part du capital privé.

Dans le domaine de l'échange commercial, nous ne pouvons, au début de la nouvelle politique économique, enregistrer aucun chiffre à notre avantage; on nous

trompa et vola de tous côtés. Maintenant, chaque année nous apporte une nouvelle hausse de notre part à l'échange commercial : l'année 1925-1926 indique un plus de 68 % sur l'année précédente, l'année 1926-1927 un plus de 32 % et l'année 1927-1928 donnera probablement un plus de 19 %. Chaque année nous voit grandir. Le commerce privé enregistré en 1926-1927 une augmentation de 44 % contre 68 % au commerce d'Etat. En 1926-1927, notre croissance est de plus de 32 %, tandis que le commerce privé recule de 10 % et cela parce que nous avons déclenché une attaque concentrée sur le commerce privé. Pour l'année prochaine, on prévoit une augmentation de 19,8 % de notre part à la circulation de marchandises.

Après toutes ces données, on pourrait faire valoir encore l'argument suivant : Très bien, vous refoulerez, peut-être, le commerce privé ; c'est possible. L'industrie ne s'est pas effondrée non plus, mais vous n'avancez que très lentement et cela vous perdra.

Il est vrai qu'au début, nous progressions très lentement. Pendant les années 1920 à 1921, non seulement nous n'avancions que très lentement, mais souvent nous reculions. Mais maintenant, les choses se présentent de telle façon que le rythme de développement de notre industrie dépasse le rythme de développement de l'industrie américaine et celle de l'ancienne Russie tsariste dans leurs périodes de grand essor industriel. De plus, il faut considérer ici que, dans la Russie tsariste, le rythme rapide de développement de l'industrie reposait, et cela est caractéristique, sur l'importation de capitaux immenses de l'étranger, sous forme d'emprunts, de concessions, etc... Nous, par contre, nous édifions notre industrie sans le concours de l'étranger ; car ne sommes-nous pas en conflit avec l'économie capitaliste internationale ? Il faut tenir compte également que notre économie s'est trouvée dans un état de décomposition extrême dont nous sortons maintenant ; nous développons au cours de ces dernières années un rythme qui dépasse tous les chiffres records du développement industriel. Cela constitue un fait historique d'une portée extrême.

Camarades, au cours du processus de notre édification socialiste nous rencontrons de grandes difficultés, nous trébuchons parfois, nous commettons des fautes, nous présentons encore de grandes lacunes et laissons passer maintes anomalies.

Il y a encore quelque chose de pis chez nous : dans notre organisme, il existe une foule, immense d'abus et de maux inouïs. Cela est certain ; mais les camarades qui déclarent qu'il ne convient pas aux bolchéviks de considérer leurs conquêtes,

mais seulement leurs défauts, ont tout à fait tort.

A cela, il faut répondre : si, par exemple, un ouvrier social-démocrate ou un ouvrier inconscient vient nous visiter, si cet ouvrier « à force de voir des arbres ne voit plus la forêt » et, en face de certains de nos défauts, ne remarque pas nos grandes conquêtes, si nous ne lui disons pas que, chez nous, ce sont les ouvriers qui détiennent le pouvoir, si nous ne lui disons rien de tout cela, mais si nous lui parlons des enfants vagabonds, de nos affaires de concussion, de nos insuffisances, etc..., si nous ne lui parlons que de cela, alors il se fera une idée si défigurée de notre Etat qu'il se sauvera. Une telle façon d'agir serait extrêmement sottise. Il y a une mesure pour tout ; il faut tout voir sous son vrai jour.

Figurez-vous que vous êtes occupés dans la G. P. OU., que vous n'apprenez rien des réceptions solennelles par lesquelles les ouvriers reçoivent leurs chefs communistes, que vous ignorez tout de la croissance générale de l'organisation prolétarienne et, imaginez-vous que vous ne recevez que des communications sur la formation, dans tel ou tel coin, d'un groupe contre-révolutionnaire, de l'intention de certains vauriens d'incendier une fabrique, etc..., c'est-à-dire de ces communications intéressant les ouvriers de la G. P. OU. Si, maintenant, on voulait raisonner d'après le précepte indiqué plus haut, on pourrait par exemple « généraliser » et tirer la conclusion suivante : « Voilà donc l'aspect de la Russie soviétique, voilà ce qui se passe chez vous, donc rien que des abus ! » Ce serait un tableau reflétant des faits connus, mais sa caractéristique consisterait en ce qu'il ne représenterait qu'un seul côté de la chose.

Il est un fait certain qu'il y a beaucoup de maux chez nous ; mais pour présenter la situation réelle des choses, il ne faut pas voir seulement les mauvais côtés, mais rapporter aussi sur les bons. Voyez donc comment les ennemis de la révolution « dépeignent » notre réalité ? Ils s'emparent de tous nos maux, ils les enflent et ne parlent que de cela. Il y a à peu près deux ans, un de nos adversaires américains a fait des extraits de nos journaux et de l'*Ekonomitcheskaja Jizn*, il choisit des cas de malversation, de corruption, de pillage dans les coopératives et les syndicats, etc... Il en fit une collection et, laissant tout le reste de côté, il la publia sous forme de livre. Quelle pouvait être l'impression se dégageant de la lecture de ce livre ? Que notre pays est un pays de folie, de filous, de brigands, etc... C'est quand même aller « un peu fort ! » (*Rires.*)

En soulevant maintenant la thèse qu'à l'occasion du X<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution d'Octobre nous ne devrions parler que de nos maux et oublier tout le

bien, ce ne serait pas faire preuve d'une grande intelligence. Nous sommes d'avis qu'il nous faut faire un bilan, dire ce qui existe chez nous de bon et de mauvais, de positif et de négatif. En nous appuyant sur ce que nous avons déjà accompli, en nous encourageant par ce qui a déjà été atteint, nous combattons en connaissance parfaite de nos propres forces, de toutes nos énergies l'ennemi que nous rencontrerons encore, nous démolirons toutes les barrières qui se dresseront sur notre chemin. Est-ce que cette conception n'est pas la seule juste dans cette question ? Certainement, c'est la seule conception utile, la seule bolchéviste.

Maintenant, quelques mots concernant *la situation au village*. Dans notre village nous voyons croître le koulak. C'est juste. Camarades, dans la mesure où nous possédons des données statistiques — et il faut nous en tenir pour juger la situation à ces données — elles montrent que le processus de différenciation dans le village soviétique s'accomplit de façon *très particulière*. Dans le régime capitaliste, la paysannerie se différenciait au village en produisant, d'une part, de petits groupes de koulaks et, d'autre part, des paysans pauvres et de nombreuses couches semi-prolétariennes; mais le paysan moyen disparaissait.

Que nous montrent maintenant nos statistiques, en ce qui concerne les particularités actuelles du développement du village ? Prenons les données des « recensements dynamiques » ; il ressort des statistiques pour les *territoires supplémentaires*, que le pourcentage des économies sans cheval a régressé, de 1922 à 1923, de 1,6 % ; le pourcentage des groupes supérieurs ayant trois têtes de bétail et plus, a augmenté de 0,2 %. Dans les *territoires en excédent*, le pourcentage des économies sans cheval a régressé de 2,8 % dans le même laps de temps, alors que le pourcentage des économies *ayant plusieurs chevaux* a augmenté de 0,2 %. Pour l'année 1926, nous n'avons pas de données complètes par régions, mais les données des différentes sous-régions marquent en gros la même tendance de développement.

Au Caucase du Nord, les statistiques comparées marquent un recul du nombre des économies sans cheval, de 4,7 % entre 1925 et 1926, en même temps qu'une augmentation des économies ayant plusieurs chevaux, de 3,1 %. En Ukraine, le nombre des économies sans cheval, entre 1922 et 1925, a diminué de 1,4 %, alors que le nombre des économies ayant plusieurs chevaux a augmenté de 0,5 %. En Sibérie, le nombre des économies sans cheval montre, entre 1925 et 1926, une certaine stabilité, en même temps qu'une régression infime du nombre des économies ayant plusieurs chevaux, etc.

Donc, il se produit chez nous un processus de différenciation au village indiscutable et marqué assez nettement, à savoir : la croissance du capitalisme au village dans les économies koulaks, d'une part, et l'évincement de l'agriculture, en général, des éléments opposés du village, d'autre part ; mais ce processus de différenciation possède chez nous cette caractéristique particulière que les *groupes moyens* ne *disparaissent* pas en général et ne perdent pas de leur importance économique et sociale. Une partie des économies sans chevaux se développe, quoique lentement. Il faut ajouter encore que le processus de coopératisation se poursuit chez nous avec succès.

J'en arrive maintenant à quelques résultats de l'édification socialiste, à leur explication ainsi qu'à l'examen des difficultés et de quelques-unes des tâches que nous avons devant nous.

## V. — De quelques résultats de l'édification socialiste

Lorsque nous établissons les résultats de notre politique économique, il nous faut répondre avant tout à une question très sérieuse et très importante qui fut déjà posée par Lénine, à la question : « Eux ou nous ? » Je voudrais, à propos de cette question, dire qu'elle se posait alors du temps de Lénine autrement que maintenant ; d'abord, parce que c'est nous qui, actuellement, *attaquons* l'adversaire et, deuxièmement, parce que nous l'attaquons avec *une supériorité énorme des forces de notre côté*.

Quel était, chez nous, l'état des choses, lorsque Lénine posait la question : « Eux ou nous ? » Dans quel état était alors la grande industrie ? Nous avons alors tant et tant de fabriques, tant et tant de mines, mais la moitié des ouvriers de ces entreprises était partie dans les villages, l'autre moitié produisait des armes à feu, la grande industrie était presque arrêtée. Était-ce ainsi, oui ou non ? C'était ainsi. Nous avons des banques nationalisées, mais qu'est-ce qu'on pouvait y trouver ? Nous avons de l'argent par milliards, chacun de nous était presque « milliardaire » (*Rires*), chacun de nous avait dans sa poche quelques dizaines ou quelques centaines de millions dont la valeur, en réalité, était nulle. Vous vous rappelez, en réalité, très bien cela.

Et qu'est-ce qu'il en était du commerce lorsque Lénine lança le mot d'ordre : « Apprenez à faire du commerce » ? Nous le savons tous. Même dans les organes de l'Etat, on voyait aller et venir les intermédiaires privés et il n'était pas rare qu'un

intermédiaire de passage dans quelque institut d'Etat sortait par une porte le bien de l'Etat pour l'offrir ensuite à la porte à côte. Est-il vrai, oui ou non, que nous n'étions pas du tout de taille en tant que commerçants ? C'est tout à fait vrai.

Alors, la situation était telle que nous avions bien le droit juridique de propriété sur les moyens de production, mais que la production n'était pas en marche et que nous étions dévorés par les nuées de sauterelles des intermédiaires privés qui savaient mieux faire le commerce que nous, qui nous roulaient et qui, appuyés sur les éléments de la propriété privée, commerçaient avec le paysan. Alors la question était de savoir si ces nuées de sauterelles ne nous submergeraient pas. C'était là le danger le plus immédiat. Alors ces éléments pouvaient, d'accord avec le commerce privé, nous étrangler. Devant nous il y avait une mer, mais nous étions désemparés, attaqués de tous côtés, les fabriques et les mines, les magasins et les banques étaient vides.

Peut-on dire maintenant que les choses sont aujourd'hui les mêmes ? Aujourd'hui, les fabriques et les mines sont pourvues de tout, elles sont en pleine marche, elles ont dépassé les normes d'avant-guerre. Les banques ont le nécessaire, il y a une monnaie stable. Rappelez-vous ce qu'il en était, il y a quatre ans, en automne de 1923, lorsque nous en étions arrivés avec notre monnaie au point que personne ne voulait plus l'accepter, que le paysan en tapissait les chambres et que nous ne pouvions plus rien acheter avec elle. Alors, il fallait des milliers de milliards de cet argent pour acheter des pommes de terre, des souliers, des caoutchoucs.

Aujourd'hui, les choses sont tout autrement : nous avons appris le commerce. Les usines et les mines se sont affermies. Dans le commerce de gros et de détail nous occupons une situation dominante; dans ces dernières années nous avons évincé le commerce privé de toute une série de domaines où il jouait autrefois un rôle prépondérant. Nous l'avons évincé de l'approvisionnement en céréales. Le commerce du cuir est complètement entre nos mains, etc., etc... Nous l'avons successivement évincé de domaine en domaine. La coopération a acquis chez nous aussi la plus grande importance. Les usines, les transports, la coopération, le crédit ainsi que les banques, la circulation de l'argent, tout ceci est entre nos mains. Nos rapports avec la petite économie sont-ils aujourd'hui les mêmes qu'auparavant ? Evidemment, ils ne sont pas les mêmes. C'est pourquoi il est tout à fait absurde de dire que chez nous les choses sont les mêmes qu'autrefois et que la question : « Eux, ou nous ? » se pose de la même façon.

Mais que disent nos adversaires ? Nos adversaires disent : « Maintenant, c'est

pire qu'autrefois ». Et que disent les représentants de l'opposition de notre parti qui ont toujours tendance à hésiter et qui hésitent maintenant ? Ils disent qu'il y a eu autrefois une dictature prolétarienne, mais que maintenant il y a un « Thermidor », qu'autrefois l'état des choses était bon, mais que maintenant il est mauvais, qu'autrefois le paysan ne nous aurait pas si facilement terrassé que maintenant.

C'est absolument stupide. Dans les dernières années de la nouvelle politique économique, nous sommes entrés, à proprement parler, dans un nouveau *stade de développement* où notre industrie est devenue un *élément vraiment dirigeant* de toute la vie économique de l'Union et où nous sommes parvenus en réalité à amener peu à peu l'économie paysanne dispersée dans la voie de l'électrification, en libérant la paysannerie de ce que Marx appelle « l'idiotie de la vie à la campagne ».

Au commencement du communisme de guerre, nous avons instauré le système des monopoles, en particulier aussi le monopole des céréales sans avoir la force de le réaliser justement. Nous avons ensuite supprimé l'économie contraignante, mais grâce à notre organisation sur la base de la nouvelle politique économique, nous avons concentré maintenant tout le commerce au moyen des organes d'approvisionnement en céréales dans les mains de l'Etat et des coopératives, c'est-à-dire qu'en fait nous avons réalisé, *sous une autre forme*, le monopole des céréales. Or, ceci prouve que, avant fait une manœuvre d'enveloppement, nous nous approchons de l'économie d'après un plan, une fois que nous avons appris à dominer les lois élémentaires du marché.

Je vous demande : Comment cela a-t-il pu arriver, pourquoi en fut-il ainsi ? C'est à cela qu'il me faut répondre très brièvement.

La première condition préalable de tous ces succès, c'est notre nationalisation socialiste des usines, de la terre, des banques, etc., etc... ; le deuxième facteur, c'est la possibilité sur cette base de réaliser une économie d'après un plan ; certes, cela n'alla pas d'un seul coup ; nous voyons maintenant quelles fautes nous avons commises dans ce domaine aussi ; nous voyons maintenant qu'on ne peut pas introduire un plan du jour au lendemain : la vie a réalisé peu à peu des améliorations et actuellement nous en sommes arrivés à l'élaboration d'un plan pour cinq ans, plus ou moins réel de développement de notre économie.

Les chiffres du contrôle ont actuellement chez nous une valeur plus réelle qu'autrefois et c'est pourquoi nous pouvons, malgré beaucoup de lacunes, malgré notre économie traînante, malgré le bureaucratisme, etc., etc..., faire maintes économies grâce à l'économie d'après un plan. Grâce à l'économie d'après un plan,

nous répartissons de façon plus juste les forces productives du pays et nous attribuons de plus grandes ressources à notre industrie socialiste. C'est à tout cela que nous devons l'avantage d'une concentration encore inconnue jusqu'ici des moyens de production. Nous poursuivons avec opiniâtreté le rassemblement de toute notre économie dans un organe économique incomparablement puissant, et cette croissance, c'est *la croissance du socialisme*. Tel est notre avantage le plus grand, même dans la période où nous ne prospérons pas encore vers le socialisme dans une mesure complète. C'est grâce à un tel rassemblement de notre industrie que nous pouvons *aller plus vite de l'avant*.

Enfin, je considère comme une des particularités les plus importantes de notre système, particularité que beaucoup ne comprennent pas et qui nous permet de faire un progrès plus rapide que dans les pays capitalistes, bien que nous restions en arrière du point de vue absolu (parce qu'ils ont montré plus tôt que nous un développement plus grand) les différences de principe des rapports entre la ville et la campagne qu'il y a chez nous et dans les pays capitalistes.

Aucun pays n'a de rapports entre la ville et la campagne tels que les nôtres. Dans chaque pays capitaliste l'industrie s'oriente vers les besoins du militarisme, vers les aspirations de la classe possédante, des grands propriétaires terriens, des capitalistes ; on peut dire que dans le système capitaliste, l'industrie tourne tout entière le dos à l'agriculture. C'est pourquoi les centres industriels ne peuvent pas faire fructifier rapidement l'agriculture.

Chez nous, au contraire, la classe des propriétaires fonciers est anéantie. La bourgeoisie a été écartée violemment de ses positions dominantes. Notre industrie est tournée vers le village, et en fructifiant cet immense domaine de l'économie, nous accélérons en même temps l'allure de notre développement.

Au milieu de difficultés inouïes, nous menons, grâce au fait que nous possédons la dictature du prolétariat socialiste, une énergique politique d'abaissement des prix et quelle que soit l'élévation des prix chez nous, il nous faut néanmoins dire que si, à notre place, c'était la bourgeoisie qui avait en mains toutes les branches nationalisées de la production, elle n'aurait pu réaliser aucun abaissement des prix. Or, nous, malgré que quelques-uns de nos « amis » crient par le monde entier que nous n'avons pas de succès, nous menons une lutte décisive pour l'abaissement des prix, nous obtenons de bons résultats et nous continuerons à le faire.

Enfin, dans notre édification économique, les *masses* jouent un rôle tout à fait grand.

*Donc, toutes ces particularités, la nationalisation, l'économie rationnelle, la modification des rapports entre la ville et la campagne, l'abaissement des prix et la participation directe des masses, telles sont les particularités de notre édification qui nous procurent de grands avantages et qui trouvent leur expression dans notre croissance rapide.*

## VI— Des difficultés de la période d'édification

Au moment où j'en viens aux difficultés, il faut que je fasse remarquer que les difficultés que nous avons devant nous sont formidables.

La première difficulté, dans le domaine économique, est le problème de la *surpopulation du village* et du chômage en ville. La base de ce chômage, ce n'est pas que chez nous agirait la loi générale de l'accumulation capitaliste ; c'est complètement absurde. La base de notre chômage réside dans les derniers vestiges de pauvreté de notre village duquel provient ce chômage. Sur la base de tout ce que le village a subi, sur la base de tout ce que nous a amené la désagrégation économique, sur la base de notre Etat arriéré, nous avons un nombre énorme de bras superflus au village et, par conséquent, aussi en ville, parce que les bras superflus affluent vers la ville et y deviennent la source de difficultés permanentes.

L'extension de notre industrie ne va pas de pair avec la croissance du chômage provenant du village. Et ici, il nous faut tenir le plus grand compte du fait que, avant que nous ayons commencé à assainir le chômage au village, celui-ci ne sera jamais écarté. Quelques « administrateurs de l'économie » solutionnent ce problème d'une façon tout à fait « simple ». Ils proposent d'agrandir notre industrie de façon qu'elle absorbe les sans-travail. Mais même des calculs approximatifs ont montré qu'il faudrait augmenter le « capital » dans une telle proportion que seuls des insensés peuvent proposer quelque chose de semblable. On peut aussi liquider le chômage en augmentant les sommes consacrées à l'assurance sociale, car ceci aurait pour conséquence en même temps que des difficultés spéciales, d'augmenter encore l'afflux des chômeurs du village à la ville.

En ce qui concerne le chômage, les effectifs de notre prolétariat, le développement de notre industrie et de toute notre économie nationale, il faut prendre toute une série de mesures qui permettent à la population campagnarde de rester attachée à la glèbe.

Si l'on veut envisager la question de façon vaste, il faut passer au système de

l'industrialisation de l'agriculture elle-même, au développement de l'industrie pour la transformation des produits agricoles ; à la transformation de la viande, à la transformation des pommes de terre, à la production d'huiles végétales, à la transformation des produits dérivés du lait, à la dessiccation des légumes, etc., etc...

Il faut que les économies développent et élargissent davantage les cultures intensives. Ce n'est pas partout qu'on peut introduire le tracteur. C'est un instrument qu'il faut employer dans les cultures de céréales et, en premier lieu, dans les économies extensives ; il faut réaliser un certain nombre de mesures pour développer les cultures intensives sous la forme de drainage, d'irrigation, etc., etc...

C'est sur cette ligne, c'est sur la ligne de l'industrialisation de l'agriculture qu'il nous faut aller, sinon nous ne viendrons pas à bout des difficultés et il nous faut pourtant les liquider peu à peu.

Une des plus grandes difficultés est le manque de capital. On nous jette souvent par la tête le reproche que nous voulons constituer le capital qui manque aux frais du peuple. Mais il y a là d'autres « calculs ». Certainement, nous nous attaquerons aux koulaks, nous nous attaquerons aux nepmans ; mais la source des richesses la plus importante, on peut dire décisive, n'est-elle pas *le travail du peuple* et c'est pourquoi il faut en finir avec cette idée que l'on pourrait obtenir de grandes sommes d'on ne sait qui. C'est seulement dans nos propres moyens, dans le travail du peuple, dans le travail des ouvriers et des paysans que nous pouvons trouver notre capital. C'est seulement ainsi qu'on peut solutionner la question et il est tout à fait évident que le manque actuel de capital ne peut être écarté que de cette façon, si l'on fait abstraction des possibilités étrangères. Il nous faut prendre toutes les mesures pour intensifier le développement de la production et des forces de production.

Les difficultés extérieures formidables ne sont point épuisées du fait qu'elles sont sous la menace d'une agression; ces difficultés ont également une grande importance économique. Actuellement il manque, par exemple, dans toute une série de grandes et de petites villes, de la farine, du sucre et d'autres objets de consommation courante. Pourquoi existe-t-il actuellement chez nous cette disette spécifique de marchandises ? Elle existe parce que, en connexion avec les bruits marchandises tout à fait extraordinaire ; on s'est mis à faire des provisions, à remplir les malles, les bahuts de toutes sortes de choses, de biscuits, de farine, etc., etc... *Cette augmentation de la demande a pris des proportions considérables.* Il en est résulté des difficultés et non seulement des difficultés immédiatement visibles, mais

aussi de plus grandes dimensions, non seulement des difficultés dans ce sens qu'il manque des objets de consommation journalière en ville et à la campagne, mais aussi des difficultés d'un autre ordre.

Nous voulions, par exemple, exporter une quantité déterminée de blé, mais la consommation intérieure, vu ces achats extraordinaires, a absorbé une partie de ce blé. Nous avons donc moins exporté. En connexion avec cela, nous avons moins importé et il nous a fallu réviser un peu notre plan d'exportation et d'importation ; de sorte que pour cette raison, le programme de production s'est trouvé ébranlé. Le résultat est que des difficultés « de caractère belliqueux » ont des répercussions immédiates sur l'économie (monnaie, commandes, etc., etc...). Les Allemands qui nous ont accordé des crédits, il y a peu de temps encore, y mettent, sous l'influence de la pression britannique, toutes sortes d'obstacles. Vous savez vous-mêmes ce qui se passe sous ce rapport avec la France et avec la Grande-Bretagne. Nous avons aussi quelques relations avec un certain nombre de firmes autrichiennes. Les capitalistes britanniques ont cherché des chicanes à ces quelques firmes parce qu'elles avaient avec nous des relations commerciales. En tout cas, nous avons à lutter avec un grand nombre de difficultés des plus importantes.

Même dans les conditions les plus élémentaires de la vie courante, comme par exemple, dans la question du logement, il existe, pour toute la classe ouvrière, de grandes difficultés.

Sans m'étendre davantage sur des difficultés d'une autre nature, je voudrais maintenant diriger plutôt votre attention sur la question de notre *ligne générale de classe*.

## VII — De l'augmentation de la pression sur les éléments capitalistes

A mon avis, il est au-dessous de la dignité de notre parti de répondre à l'accusation que nous voulons liquider le monopole du commerce extérieur (seuls des charlatans politiques en arrivent à des méthodes de ce genre), que l'I. C. veut renoncer à défendre la Révolution chinoise (seuls des misérables menteurs peuvent parler ainsi), que nous voulons favoriser le koulak (seuls peuvent parler ainsi des charlatans politiques), que nous sommes prêts à payer les dettes de guerre (j'ai déjà répondu à ce sujet) ; de telles accusations calomnieuses ne peuvent provenir que de gens qui deviennent les ennemis de notre parti ou qui le sont déjà devenus.

Je ne réfuterai pas ces accusations calomnieuses d'une bêtise et d'une idiotie

exceptionnelles. Mais, si l'on traite la question de façon politique sérieuse, nous sommes vraiment en face du problème de savoir comment il faut que notre parti et en même temps le pouvoir soviétique mène *présentement*, dans la situation actuelle, sa politique générale de classe. Qu'est-il arrivé ces derniers temps ? Vous savez tous très bien que nous avons décidé à la XIV<sup>e</sup> Conférence du parti et au dernier congrès du parti en ce qui concerne notre politique à l'égard du village, une grande manœuvre tactique.

Nous avons facilité le paysan moyen sous plusieurs rapports et avec ces concessions aux paysans moyens, nous avons en un certain sens donné aussi aux koulaks la possibilité « de bouger ». Or nous n'avons pas fait ces concessions pour l'amour du koulak, mais pour l'amour du paysan moyen. De même qu'en 1921, nous n'avons pas instauré la liberté du commerce pour l'amour du capitaliste, mais pour l'amour du paysan, quoique le capitaliste y ait trouvé aussi son compte.

Il en résulte maintenant la question de savoir si depuis la XIV<sup>e</sup> Conférence et le XIV<sup>e</sup> Congrès du parti et après les mesures correspondantes exécutées par le gouvernement soviétique sous la direction de notre parti, il y a quelque chose de changé ? Sans aucun doute, il est survenu un changement.

Quelle était la situation ? Il existait alors une certaine crise dans les rapports du prolétariat avec la masse principale de la paysannerie, c'est-à-dire de la paysannerie moyenne. Nous savons très bien qu'il régnait parmi la paysannerie un mécontentement assez grand à l'égard de la dictature prolétarienne. Vous savez que dans les villages et à la campagne, par ci, par là, l'idée des syndicats de paysans était devenue populaire. Ce fut la raison aussi pour laquelle, on se dressait contre nos organes soviétiques inférieurs, qu'on tuait nos correspondants ouvriers et paysans, etc., etc... Les assassinats des dirigeants de comités exécutifs de cercles, de correspondants paysans, assassinats qui n'étaient pas rares, reflétaient le mécontentement des couches paysannes moyennes, qui, presque sans exception, se mettaient à marcher derrière le koulak.

Par notre action, décidée à la XIV<sup>e</sup> Conférence et au XIV<sup>e</sup> Congrès du parti, nous avons obtenu des résultats déterminés et, en général, des résultats positifs. Nous pouvons dire hautement que, dans notre pays, l'alliance de la dictature prolétarienne avec la masse principale de la paysannerie moyenne n'a encore jamais été aussi étroite que maintenant.

Devons-nous renoncer à cette alliance et gêner nos rapports avec les paysans moyens en les collant au mur ? *Pas du tout*. Il faut soutenir le paysan moyen et

augmenter de toute façon notre influence. C'est précisément parce que nous avons affermi l'alliance avec les paysans moyens, précisément parce que nous avons fait de grands progrès dans les coopératives, dans le processus de la circulation des marchandises, dans le commerce, dans l'industrie, c'est précisément parce que nous sommes liés avec les paysans moyens par des liens plus étroits que jamais auparavant, *que nous pouvons maintenant nous tourner dans la direction d'une pression sur les koulaks et sur les éléments bourgeois en général. Il nous faut maintenant nous tourner dans cette direction et c'est dans cet esprit qu'il nous faut exécuter les travaux préparatoires au congrès du parti.*

Ce serait un péché mortel et un crime de vouloir dénouer l'alliance avec les paysans moyens ou l'ébranler. Nous savons qu'il y a eu autrefois dans le parti un courant qui sous-estimait le paysan moyen. Nous sommes venus à bout de ce courant. Nous avons éprouvé et affermi notre alliance avec les paysans moyens, précisément parce que notre base économique s'est élargie, parce que notre Union s'est consolidée. Nous possédons maintenant *plus de possibilités économiques*, nous sommes aujourd'hui *politiquement plus forts* et c'est pourquoi nous pouvons mener une attaque plus systématique et plus énergique contre les éléments capitalistes et, en premier lieu, contre les koulaks.

Il nous faut mener cette action, ces attaques renforcées, en réfléchissant mûrement à chacun de nos pas, sans nous laisser aller à l'hystérie, mais en le faisant de façon ferme, sûre et réfléchie.

Nous pouvons mener cette action, accentuer cette attaque, précisément parce que, dans ces dernières années, la ligne prescrite par la XIV<sup>e</sup> Conférence et le XIV<sup>e</sup> Congrès s'est avérée tout à fait justifiée, parce que l'exécution de cette ligne *a renforcé notre alliance avec les paysans moyens et a affermi la position du prolétariat au village*. Tous les anneaux de notre politique s'enchaînent. *Appuyés sur les pauvres du village, sur les forces économiques et politiques ascensionnelles de notre Union et de notre parti, on peut, et il faut maintenant, en commun avec les paysans moyens, passer à une attaque renforcée contre les éléments capitalistes, avant tout contre le koulak.*

VIII— De la préparation du passage à la journée de travail de sept heures, de la rationalisation et de la discipline

Je veux m'étendre encore sur un problème qui concerne en premier lieu

spécialement la classe ouvrière. Le tableau de la stratégie et de la tactique de classe est tout à fait clair pour nous pour la prochaine période. Ce qui est clair pour nous aussi, c'est la tactique et la stratégie générales qu'il faut que la classe ouvrière suive à l'égard de son adversaire à l'intérieur du pays. Mais ceci exige des rapports tout à fait clairs en ce qui concerne la question de la cohésion, de la consolidation et de l'élévation de notre propre classe à un degré culturel supérieur.

Nous sommes d'avis qu'il est temps de poser la question du passage à une *journée de travail plus courte* et d'y travailler. Alors que dans les pays capitalistes, la journée de travail de 8 heures est actuellement supprimée et remplacée, même en Grande-Bretagne, par des journées de travail de 9 heures et 10 heures, il faut que nous pensions à réduire la journée de travail, évidemment *sans aucune réduction du salaire*.

Cette question est, à divers points de vue, de la plus grande importance. On ne peut pas la solutionner d'un seul coup. Il faut procéder à des travaux préparatoires dans cette question. Le passage à la journée de travail de 7 heures ne signifiera pas seulement la création de meilleures conditions de vie matérielles pour les ouvriers occupés à la production : s'il est exécuté rationnellement, le passage à une journée de travail plus courte *amènera un plus grand rendement du travail* et créera certaines possibilités pour la diminution du chômage.

Une réforme de ce genre entraînera aussi une forte augmentation des sympathies de la classe ouvrière de l'Europe Occidentale pour l'Union Soviétique.

La journée de travail de 7 heures posera devant les syndicats et la classe ouvrière de nouvelles tâches. Camarades, il faut que nous comprenions parfaitement que nous rivalisons avec les systèmes capitalistes. En dernière analyse, il faudra qu'un de nous pose les armes — ou le capitalisme international, ou nous.

Il nous faut tenir compte que notre tâche est un renforcement de la *productivité du travail*, un meilleur maniement de la production, le développement des forces productives du pays.

J'exprimerai de façon tout à fait claire et publique mon opinion sur cette question afin qu'on ne puisse pas faire *les yeux doux à je ne sais quelle tendance* qui existe encore dans la classe ouvrière et qui s'oriente sur une technique arriérée, sur des méthodes de travail arriérées et sur leur rythme d'esclave, *afin qu'on ne puisse*, de la part de la partie conscience de la classe ouvrière, faire aucune concession dans cette direction.

Dans toute une série de branches de production, nous avons encore l'allure

d'un travail d'esclaves. Regardez comme on crépit et comme on répare chez nous les maisons, en commençant par la maison vénérable dans laquelle nous siégeons. Voyez comme chez nous, on répare les chemins. Voyez comme chez nous à Moscou, on répare le pavé, comme chez nous on pose de nouvelles lignes de tramways, comment on pose, par exemple, la ligne qui conduit au barrage de Serpouchov. Cette ligne n'existe que depuis dix-huit mois et elle est déjà complètement abîmée. Et ce rythme d'esclaves ne se rencontre pas seulement ici, mais dans toute une série d'autres domaines.

Il faut que nous comprenions que nous devons transformer notre propre nature même, travailler moins d'heures, mais mieux travailler. Il s'avérera pour nous plus avantageux — c'est ma conviction personnelle que cela s'avérera plus avantageux — de moins travailler, mais *mieux travailler*. Il nous faut nous habituer à donner une meilleure qualité à notre propre travail.

Chez nous, on trouve encore, à l'heure actuelle, toute une série de traditions — bien russes. Nous avons encore un type particulier, un type de gens qui aiment à se frapper mutuellement sur le ventre, à boire du thé en commun, à vider un flacon en société, en un mot « des types chics », de braves gens « à l'idéal bien russe ». Cet « idéal », il faut en finir idéologiquement. Des gens de ce genre ne conviennent pas à notre époque. Des gens de ce genre ne nous intéressent pas. La classe ouvrière n'a pas le droit de cultiver ce type d'habitué de brasserie, il faut au contraire qu'elle crée le type d'un homme tout autre, de l'homme qui pense, qui travaille de façon précise et rapide, qui réfléchit bien à chacun de ses pas, de l'homme énergique, sain de corps et d'esprit et qui, dans le travail, montre de l'énergie et de l'allant. C'est ça, *le nouveau* dont nous avons besoin. Ce nouveau, il nous faut l'obtenir à tout prix. Le capitalisme, par exemple le capitalisme américain, a éduqué ses ouvriers en les faisant passer par les méthodes d'oppression les plus barbares ; avec la meilleure technique, l'ouvrier est déjà usé à 35 ans. J'ai vu de mes propres yeux ces gens lorsqu'ils prenaient le tramway pour aller de leur lieu de travail à la maison, assis comme des idiots et mâchant le chewing-gum. Le capitalisme a éduqué à sa façon la classe ouvrière. Il a obtenu de grands résultats dans la production, en imposant à la classe ouvrière des fardeaux tout à fait exagérés. Il les a obtenus par ses méthodes, par les méthodes du knout et de la journée de travail exceptionnellement longue.

Nous ne pouvons pas nous servir de telles méthodes. Il nous faut employer d'autres méthodes. Il nous faut suivre la voie de la rationalisation de notre production sur la base de la diminution de la journée de travail. Mais ceci doit

nécessairement avoir comme condition préalable le passage résolu de la classe ouvrière et, en premier lieu, de nos syndicats, à la réalisation de la meilleure organisation du travail, de la meilleure organisation de la discipline du travail, de la réalisation de rapports plus rationnels à l'égard des moyens de production et de notre propre force de travail.

Je me suis étendu ici sur cette question, parce qu'il faut qu'en dernière analyse, elle apparaisse à chaque ouvrier conscient comme *la question des questions*. Chez nous, *la routine a encore une grande importance*. Il existe la crainte de tout ce qui est nouveau et très souvent on entend dire des choses comme ceci : il vaut mieux laisser les choses comme elles étaient; pourquoi offenser son camarade en lui montrant sa paresse, etc., etc... Tout cela, c'est des vieilleries, c'est de la pourriture dont il faut se débarrasser le plus vite possible. Il nous faut souligner ici à nouveau l'autre côté de la chose. Or, l'autre côté de cette chose, il faut que ce soit la croissance de notre cohésion, de notre esprit d'organisation, de notre travail collectif.

Il faut que nous obtenions aussi toute une série d'améliorations dans nos rapports avec la paysannerie laborieuse et, en première ligne, avec ses parties pauvres.

Je passe maintenant à la partie finale de mon rapport.

## IX— Résumé

Nous nous sommes tracés la tâche tout à fait difficile de préparer et d'assurer la victoire de la révolution mondiale. Il est faux de dire et de croire que l'édification socialiste dans notre pays est une tâche « nationale ». Nous ne l'avons jamais pensé et nous n'avons jamais posé la question de cette façon. Nous nous sommes toujours considérés comme une partie de la révolution mondiale et nous continuerons à le faire aussi. Nous prouverons par des victoires encore plus grandes que celle remportée en Octobre 1917, que notre cause révolutionnaire est la cause de la révolution mondiale. Nous nous sommes tracé comme tâche d'en finir avec les classes. Nous n'avons fait que commencer à solutionner cette tâche. Nous pouvons marquer actuellement les premiers succès dans cette cause. Nous n'avons fait que commencer à transformer la paysannerie par les coopératives, par l'armée rouge, etc., etc...

Nous avons proclamé le mot d'ordre : « Il faut que chaque cuisinière administre l'Etat », et nous avons attiré en première ligne des couches énormes du prolétariat

et, en partie aussi, de la paysannerie à la direction du pays. Mais ceci n'est qu'une goutte d'eau dans l'Océan en comparaison de ce qui nous reste encore à faire. Nous avons détruit le monopole de la culture pour la bourgeoisie, mais chez nous, il n'y a actuellement que des parties infimes de la classe ouvrière qui ont suivi une école véritable ou, à plus forte raison, une école supérieure.

Dans le domaine économique, nous projetons de transformer la qualification, mais même le Volkhovstroï, le Dniéprostroï et le Svirstroï, une fois terminés, ne seront que de petits pas, les premiers pas dans la voie de la formidable édification électrifiée. La coopération se trouve entre nos mains, mais nous ne faisons que commencer à organiser les paysans dans les coopératives de production. Nous avons maintenant dépassé le niveau d'avant-guerre et nous réédifions notre industrie, mais nous ne faisons que commencer à lui donner une nouvelle base technique.

Nous avons commencé la lutte contre le bureaucratisme, nous avons déjà attiré dans l'administration des couches tout à fait larges de la classe ouvrière et des couches considérables de la paysannerie, mais dans ce domaine, un Océan de travail nous attend. Dans le domaine de la culture, nous n'avons fait également que les premiers pas. Beaucoup de gens ont acquis maintenant des connaissances qui leur étaient complètement fermées auparavant. Nous avons détruit le caractère borné de la périphérie campagnarde, le caractère borné de la périphérie industrielle citadine. L'horizon de la classe ouvrière et de la paysannerie, par rapport au passé, s'est élargi et élevé de façon inouïe. Mais ce sont que les premiers pas, par rapport aux tâches gigantesques qui nous attendent.

Nous faisons le bilan de nos dix ans d'existence en tant que dictature de la classe ouvrière, en tant que révolutionnaires internationaux. Nous n'avons pas à avoir honte de notre travail. Nous savons que la classe ouvrière de notre pays sera glorifiée par les générations futures comme ayant marché en avant, tracé la voie et réalisé la première les desseins de la révolution mondiale socialiste. Nous savons que notre drapeau est et sera le drapeau de la révolution mondiale. Nous savons très bien, camarades, que nous vaincrons et que nous serons dignes des faits accomplis par nous lorsque nous aurons tenu compte de certaines *choses* et conditions préalables élémentaires et décisives que nous avons observées tout le temps de l'existence de notre parti et pendant tout le cours historique de notre révolution.

Les conditions préalables sont : avant tout, *l'esprit d'organisation le plus large, la plus grande cohésion de notre classe ouvrière, de ses organisations syndicales, l'appui sur les paysans pauvres et l'alliance avec les paysans moyens*, ainsi que la

direction de la paysannerie par la classe ouvrière à l'aide du paysan moyen. Il faut ajouter à ces conditions préalables la direction de la classe ouvrière par notre parti. L'autre condition préalable, la plus importante, c'est l'unité absolue de notre parti. On n'a pas le droit de briser jamais toute cette chaîne.

De cette place, nous vous déclarons que notre parti s'engage à opposer la résistance la plus impitoyable à qui que ce soit qui essaierait de briser un des anneaux de cette chaîne, soit les rapports entre la classe ouvrière et la paysannerie, soit les rapports entre le parti et les syndicats, soit les rapports entre les syndicats et la classe ouvrière, soit n'importe quel autre anneau, parce que n'importe lequel des anneaux de la grande chaîne qui nous promet la victoire, une fois brisé, c'est en même temps pour nous la banqueroute.

Mais ce sort ne sera pas le notre. Parce que les forces de la classe ouvrière ont augmenté et non diminué, parce que les forces de la classe ouvrière en Occident ne sont pas en régression, mais en progression, parce que, en dépit de toutes les déclarations d'Oustrialov et de tous les autres Smiénoviekhovstsy, prétendant qu'on peut constater chez nous un « crépuscule », il n'y a pas chez nous de crépuscule, mais un travail d'édification socialiste auquel participent des masses du peuple de plus en plus grandes, masses qui ont vu l'ancien régime tsariste, qui ont vécu l'époque de la guerre civile, qui ont combattu sur les fronts,, sous le drapeau rouge. Elles voient que, sortis du précipice profond apparemment sans fond, nous sommes parvenus au sommet ; elles voient l'afflux de nouvelles forces – en dépit des imperfections et des abus qui règnent chez nous. C'est pourquoi les ouvriers et les masses laborieuses se serrent autour de leurs organisations, soutiennent notre parti qui est à son poste, aussi intrépide qu'autrefois.

Les ouvriers et les travailleurs sont pour notre parti – en tant que parti de notre prolétariat et du prolétariat international – en tant que parti de la rébellion internationale et de la révolution internationale pour laquelle il combattra jusqu'à la dernière goutte du sang qu'il possède. (*Applaudissements prolongés*).